

Libération

**DE L'ASSEMBLÉE
AU TRIBUNAL**
**Une rentrée
risquée pour
Marine Le Pen**

PAGES 10-13

Marine Le Pen dimanche, lors du conseil national du RN. PHOTO DENIS ALLARD



REJETS TOXIQUES LA NOUVELLE AFFAIRE SANOFI

«Libération» révèle le système par lequel le plus grand groupe pharmaceutique français a sciemment dissimulé les émissions nocives de son usine de Dépakine à Moux (Pyrénées-Atlantiques). Une enquête est en cours. **PAGES 2-5**



REUTERS

**NAUFRAGES
DE MIGRANTS**
**«Les départs,
c'est tout le
temps, hiver,
jour, nuit, été»**

PAGES 8-9

Libération

M 00135 - 906 - F 2,70 €



Par
ZOË MOREAU

Un scandale sanitaire peut en cacher un autre. Celui de la Dépakine, du laboratoire Sanofi, est loin d'avoir livré tous ses secrets. Ce médicament antiépileptique a provoqué depuis sa commercialisation dans les années 60 des malformations chez 2 150 à 4 100 enfants et des troubles neuro-développementaux auprès de 16 600 à 30 400 enfants de mères traitées pendant leur grossesse. Utile pour les malades (il figure sur la liste des médicaments essentiels établie par l'Organisation mondiale de la santé), mais dangereux pour les bébés, il a été proscrit en 2018 pour les femmes enceintes. Et les familles de victimes luttent encore pour obtenir réparation. À l'image de la lanceuse d'alerte Marine Martin, fondatrice de l'Apesac, l'Association d'aide aux parents d'enfants souffrant du syndrome de l'anticonvulsivant, qui a obtenu près de 285 000 euros d'indemnités le 9 septembre. Dans un des volets civils de l'affaire, le tribunal judiciaire de Paris a en effet déclaré Sanofi – qui a annoncé vouloir faire appel – « responsable d'un défaut d'information des risques malformatifs et neurodéveloppementaux de la Dépakine », un produit qu'il « savait défectueux » et qu'il vendait malgré tout.

Mais les victimes de la Dépakine n'ont pas encore été toutes décompensées, et l'ensemble des responsabilités établies. À commencer par celle de Sanofi. À l'usine de Mournex, dans les Pyrénées-Atlantiques, « spécialisée dans la production de principes actifs dans les troubles du système nerveux central », précise la firme, où sont fabriqués 80 % de la production mondiale du médicament. Plusieurs procédures la visent aujourd'hui. L'une pour des rejets de valproate, la substance active de la Dépakine, puisque l'usine en a rejeté entre 13 et 20 tonnes par an, d'après un rapport de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), causant des symptômes similaires sur des enfants vivant à proximité du site. L'autre, sur laquelle Libération s'est penché, porte sur des rejets de composés organiques volatils, potentiellement dangereux mais nécessaires à sa fabrication, révélés en 2018, notamment le bromopropane, « utilisé comme réactif [ingrédient, ndr] dans la fabrication d'un principe actif pharmaceutique, le valproate de sodium, indispensable pour les patients souffrant d'épilepsie », explique Sanofi. Une affaire dans une affaire qui implique le plus grand groupe pharmaceutique français.

DOUCHE ROYALE

Toujours en cours, cette investigation est pilotée par le pôle santé publique du tribunal de Paris, créé en 2003 pour enquêter sur les scandales liés à la sécurité sanitaire, tels que le Mediator, Lactalis ou Buitoni. Elle est ouverte pour « mise en danger d'autrui » ou encore « obstacle aux fonctions d'un agent habilité à exercer des missions de contrôle

Dépakine

Comment Sanofi a dissimulé les rejets toxiques

Déjà condamné en première instance pour son médicament, le géant pharmaceutique est aussi suspecté d'avoir sciemment négligé le taux d'émissions de substances dangereuses pour la santé. Le dossier judiciaire que « Libé » a pu consulter montre que l'entreprise en était consciente depuis 2012.

ENQUÊTE

administratif dans le domaine de l'environnement». Et concerne des rejets de deux substances qui entrent dans la composition

du valproate de sodium (Dépakine), le bromopropane et le toluène, classées par l'Union européenne et l'Organisation mondiale de la santé comme reprotoxiques – elles affectent la fabrication de spermatozoïdes et d'ovules – et cancérogènes probables. Révélés en 2018, ces rejets auraient at-

teint certains jours des quantités astronomiques: jusqu'à 190 000 fois la norme autorisée pour le bromopropane.

Libération a pu consulter le dossier d'enquête judiciaire: les six ans d'investigations qu'il retrace mettent en lumière toutes les stratégies de dissimulation utilisées par Sanofi. Non seulement les responsables du site semblent avoir été conscients de la dangerosité des rejets de bromopropane et de toluène,

mais ils en auraient surtout eu connaissance depuis 2012. Ils auraient ainsi sciemment occulté leur existence aux services de l'État jusqu'en mars 2018, n'hésitant pas à modifier des rapports, à cacher des données ou à mentir au moment des inspections. Dans cette affaire, les plaignants sont nombreux: la Sepanso – une fédération d'associations aquitaines de défense de l'environnement –, la CGT des industries chimiques de Mournex, ainsi que plusieurs riverains qui connaissent des problèmes de santé graves possible- ment liés à ces rejets.

Les faits commencent en septembre 2016 à Mournex. Dans cette com-

mune du Béarn, érigée soixante ans plus tôt pour accueillir et héberger les milliers d'ouvriers travaillant sur le bassin industriel de Lacq – l'usine de Sanofi sera inaugurée en 1975 –, les barres d'immeubles et la faible attention portée à l'esthétique permettent de s'assurer de l'intention première des fondateurs de Mournex: construire une ville nouvelle autonome pour ses promoteurs, d'ortoir selon ses contempteurs. Cette semaine-là, un technicien au rôle déterminant – et qui officie pour le laboratoire interne de la firme – se rend à l'usine de Sanofi. Il a été missionné par la direction du site pour analyser la composition de l'une des « colonnes d'abattage » du bâtiment. Sorte de douche géante haute de plusieurs dizaines de mètres, elle est d'ordinaire conçue pour effacer toute trace de particules nuisibles avant que celles-ci ne puissent s'échapper dans l'air. Mais ce jour-là, le technicien détecte des concentrations de bromopropane et de toluène dans des proportions très largement supérieures à la norme.

Il en fait part à la directrice du laboratoire interne de Sanofi, Céline Martinez, qui pré-

Environ 80% de la production



EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Perfide

Ils n'ont donc rien appris. Déjà condamnés en première instance pour leur responsabilité dans un scandale sanitaire inédit dans son ampleur, les dirigeants du géant pharmaceutique Sanofi n'en seraient pas restés là, d'après l'enquête éditante que *Libération* publie aujourd'hui. Dissimulations massives d'informations, mensonges collectifs face aux inspecteurs de l'Etat, modifications a posteriori de rapports internes : c'est un vrai système de mystification, parfaitement organisé et particulièrement perfide, qui aurait été érigé par Sanofi dans un second volet de l'affaire criminelle qui porte le nom d'un de ses médicaments phares, la Dépakine. Celui-ci est déjà tristement célèbre puisque le nombre de ses victimes en France est estimé à 30 000 par l'assurance-maladie et l'Agence nationale de sécurité du médicament, chiffre que conteste Sanofi. Lundi dernier, le laboratoire avait été condamné par le tribunal de Paris à verser près de 285 000 euros d'indemnités à la lanceuse d'alerte Marine Martin et ses deux enfants pour « défaut d'information » sur les risques de malformations chez l'enfant causés par la Dépakine. Mais Sanofi, qui a annoncé vouloir faire appel, a lourdement utilisé son « défaut d'information » dans un autre volet de l'affaire, les rejets toxiques dans l'atmosphère dans son usine de Mournex, entre 13 et 20 tonnes par an. Nos révélations détaillent les mesures extraordinaires qu'a prises le géant français non pas pour protéger les habitants des effets terribles dont il redoutait la publication, mais pour cacher aux autorités ses méfaits et protéger ses fabuleux bénéfices. Comment agirait-on si on pouvait par un simple acte de volonté tuer un vieux mandarin habitant Pékin et dont la mort nous apporterait un pactole, demandent nos collègues, du Père Goriot au Comte de Monte-Cristo ? Sanofi pourrait devoir répondre devant la justice. ◆



mondiale de Dépakine est fabriquée à l'usine de Mournex, dans les Pyrénées-Atlantiques. Ici en 2018. PHOTO QUENTIN TOP SIPA

Les ratés de la stratégie du tout pour le profit

Le laboratoire mène une course à la rentabilité sur fond de restructurations et de vente de certaines activités.

Premier laboratoire pharmaceutique français, Sanofi pointe au sixième rang mondial des fabricants de médicaments. Il a réalisé, l'an dernier, 43 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 5,4 milliards de bénéfice net, soit plus de 10 % de marge nette. Le groupe emploie 86 000 salariés dans 70 pays. Sa stratégie est identique à celle de ses principaux concurrents, Roche, Merck ou Pfizer : elle consiste à miser sur des blockbusters, ces médicaments incontournables qui réalisent plusieurs milliards de dollars de chiffre d'affaires en raison de leur nouveauté et de leur prix de vente élevé. Pour Sanofi, il s'agit du Dupixent, un médicament contre la bronchopneumopathie chronique obstructive, destiné à lutter contre des bronchites chroniques qui entraînent une obstruction des voies respiratoires. A lui seul, ce médicament a réalisé en 2023 10,7 milliards de dollars de chiffre

d'affaires, soit un quart des ventes. Face à ce type d'objectif, les produits dont le brevet est tombé dans le domaine public, comme le Doliprane, deviennent secondaires. C'est la raison pour laquelle Sanofi s'approprie à se séparer de sa branche grand public regroupée dans la filiale Opella. On y trouve outre l'antidouleur à base de paracétamol, des médicaments tels que la Lysopaine (affections de la gorge) ou le Maalox (brûlures d'estomac). L'ensemble représente 12 % du chiffre d'affaires de Sanofi, mais n'est plus prioritaire dans la stratégie de Paul Hudson, le PDG originaire de Manchester arrivé à la tête du laboratoire en 2019. Opella possède deux sites de production en France à Lisieux (Cavados) et Compiègne (Oise) dont le devenir pourrait être remis en question avec cette vente. Depuis la prise de fonctions de l'actuel PDG, les effectifs sont passés de 100 000 à 86 000 salariés et en France, berceau de Sanofi, de 25 000 à 22 000. L'activité de distribution de médicaments a ainsi été cédée au logisticien américain DHL. Un épisode a particulièrement marqué les esprits. Le 25 juin 2020, Emmanuel Macron effectua un déplacement dans un laboratoire de Sa-

nofi à Marcy-l'Etoile (près de Lyon) et annonça un financement de l'Etat de 610 millions d'euros. Dix jours plus tard, la direction du laboratoire rendit public un plan de suppressions de 1700 emplois en Europe, dont 1 000 en France. Les restructurations menées au pas de charge ne sont pas le seul « irritant » chez Sanofi. Le laboratoire est aussi confronté à une série d'affaires judiciaires. Le plus gros dossier est celui de la Dépakine (*lire ci-contre*), responsable de milliers de malformations congénitales chez des bébés dont les mères ont utilisé ce produit. En avril, Sanofi a accepté d'indemniser aux Etats-Unis et au Canada 4 000 plaignants à l'origine d'une procédure contre le Zantac, un médicament prescrit contre les brûlures d'estomac et accusé d'être à l'origine de cancers. En France, le groupe fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le Parquet national financier pour « diffusion d'informations fausses ou trompeuses et manipulation de cours ». La communication financière et les prévisions de vente du Dupixent, prescrit également dans le traitement de l'asthme et de l'eczéma, sont dans le collimateur de la justice.

FRANCK BOUAZIZ

Suite de la page 2 vient la direction du site. Dans un mail du 12 octobre 2016, elle écrit : «*Le bromopropane, le toluène et le propène* [une autre substance toxique, ndr] *sont peu, voire non retenus.*» Contactée, Céline Martinez n'a pas donné suite. Mais ce mail, qui se présente sous la forme d'une alerte destinée à faire réagir les responsables du site, atteste que ces derniers étaient au courant des dangereux rejets dépassant les normes.

Mais un an plus tard, lors d'une inspection du site, ils taisent les résultats de ces mesures. Sur la base de la consultation du procès-verbal, *Libération* a pu retracer les actions de Xavier Lataillade, inspecteur de l'environnement officiant à l'antenne de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Pau. Le 12 décembre 2017, il rencontre trois responsables de l'usine de Mourenx, qu'il connaît déjà bien : il est l'inspecteur du site depuis 2010. Chargé de faire un inventaire des différents points de rejet de l'usine, il apprend que les deux colonnes d'abattage ne font l'objet d'aucun contrôle et demande que des mesures soient faites au plus vite.

Xavier Lataillade n'a pas donné suite à nos sollicitations mais, auprès des enquêteurs, il l'assure : les gérants du site ne lui ont pas dit que de telles mesures avaient déjà été réalisées l'année précédente. «*La première fois que Sanofi va parler d'émissions non conformes, ce sera en mars 2018, lors d'une réunion qui n'était même pas consacrée au sujet.*» Ce jour-là, Sanofi s'est personnellement rendu coupable du délit d'«*obstacle aux fonctions d'un fonctionnaire ou agent habilité à exercer des missions de contrôle administratif dans le domaine de l'environnement.*»

CAVIARDAGES

Dans l'analyse des mails échangés entre les responsables de Sanofi, le pôle santé publique de Paris a découvert plus grave encore. Une note interne, qui remonte à 2012 cette fois-ci, révèle qu'une campagne de mesure avait déjà permis d'identifier le problème à cette époque. Les analyses pointent des dépassements de normes importants : 12 grammes par mètre cube pour le bromopropane et 17 grammes par mètre cube pour le toluène (la limite préfectorale étant de 2 milligrammes par mètre cube). Serge Gilbert, responsable du site de l'époque, l'assure aux enquêteurs : «*Je n'ai découvert cette erreur qu'en 2016.*» En fonction depuis 2013, il aurait eu l'occasion de prévenir les services de la Dreal lors des nombreuses inspections qui ont eu lieu : le 29 mars 2013, le 20 juillet 2015, le 24 mai 2016 et le 8 décembre 2016. Contacté par *Libération*, il n'a pas donné suite.

Six ans. C'est le temps qui s'est écoulé entre le moment où Sanofi a mesuré pour la première fois les rejets et le moment où ses dirigeants en ont fait le signalement auprès de la Dreal, en 2018. Serge Gilbert s'est justifié ainsi auprès des enquêteurs : «*Nous savions que la concentration était élevée, mais nous n'avions pas*

de débits [la quantité déversée sur une durée donnée] avant mars 2018. Et sans débit, il n'y a aucune valeur exploitable.» Son successeur, Frank Gallice, usera du même argument : «*Lorsque nous recevons les résultats en décembre 2017, il nous apparaît indispensable d'avoir les mesures de débit pour compléter ces informations et avoir des données complètes à communiquer,*» explique-t-il à la justice. Autrement dit : depuis le début, les rejets sont mesurés en concentration dans l'air mais le débit, lui, est inconnu. Donc les résultats ne seraient pas exploitables. Au lendemain de la visite d'inspection de 2017, pourtant, Serge Gilbert avait adressé à plusieurs de ses collègues un mail, dont *Libération* a pris connaissance. Il écrivait : «*Aujourd'hui, avec les mesures déjà réalisées, nous savons que nous ne sommes pas conformes au niveau des rejets atmosphériques.*» Tout en admettant quelques lignes plus bas : «*Non-conformité non communiquée à la Dreal.*» Devant la juge qui instruit le dossier, il dit s'être «*mal exprimé*». Une «*maladresse*» qu'il s'agit d'apprécier à la lumière des faits qui se sont produits par la suite.

Car en février 2018, alors que cinq mois se sont écoulés depuis la visite de la Dreal en septembre 2017, le responsable du site, Frank Gallice en-

treprend de modifier le rapport issu des nouvelles mesures avant qu'il ne soit transmis à la Dreal. Dans un mail qu'il adresse à son équipe, il demande que toute référence à de précédentes mesures soit supprimée, et surtout de ne garder que les données brutes en concentration, sans faire référence à des normes ou à des conformités. Contacté par *Libération*, Frank Gallice n'a pas souhaité répondre. Mais interrogé par la justice au sujet de ces caviardages, le responsable se justifie, expliquant que les mesures «*ont pas été réalisées dans le cadre des normes et des réglementations.*» Et qu'il fallait donc les supprimer. Ce nouveau rapport, modifié, est celui qui a été transmis à la Dreal.

Dans sa version initiale, il faisait pourtant état de dépassements conséquents, allant jusqu'à 66 000 fois la limite autorisée pour le bromopropane et 300 fois pour le toluène. Au plus haut, les émissions de bromopropane ont même atteint les 380 grammes par mètre cube, soit 190 000 fois plus que la limite autorisée. C'était en mars 2018. «*Ces personnes se sont senties totalement libres de faire ce qu'elles voulaient,*» déplore à *Libération* Jean-Louis Peyren, secrétaire fédérale de la CGT du secteur industries chimiques. «*Un sentiment d'impunité très inquiétant*» qu'il alarme aujour-

d'hui. Sanofi a été mis en demeure par la préfecture de Pau en juillet 2018. La production a pu reprendre en septembre, après de courts travaux, permettant l'installation de «*filtres à charbon.*» «*Il a fallu être au pied du mur pour qu'il y ait une réaction de Sanofi,*» se désole Jean-Louis Peyren.

«GARDER UNE TRACE»

Lorsque, le 8 juillet 2018, Caroline (1) apprend par voie de presse que le site de Sanofi de Mourenx, dont elle est la voisine, est au cœur d'un scandale lié à des rejets toxiques, elle «*tombe de sa chaise.*» Pendant plus de dix ans, ses deux enfants, son mari et elle ont habité un petit pavillon de fonction mitoyen à l'usine. Et pendant tout ce temps, elle l'assure auprès de *Libération*, la famille n'a «*rien vu, rien senti.*» Et pour cause, le bromopropane est une substance incolore et très peu odorante. Seuls des capteurs de points sont en mesure d'en détecter la présence. Elle dépose plainte contre Sanofi pour «*mise en danger d'autrui.*» Son voisin entreprend la même démarche. Paul, qui a préféré rester anonyme, souhaite «*que sa parole de victime soit entendue.*» Alors qu'il occupe en 2019 un poste de technicien au Réseau de transport d'électricité (RTE), il contracte un cancer des testicules. Sur les

conseils de son oncologue, il quitte son travail et déménage. Quelques années auparavant, son ex-conjointe avait survécu de justesse à une éclampsie postopératoire, maladie très rare qui touche près d'une femme sur 1 million au moment de l'accouchement, et se caractérise par une élévation subite de la pression artérielle pouvant entraîner la mort. «*Mes organes ont commencé à lâcher, un par un. Puis mon taux de globule blanc a chuté,*» raconte Charlotte. «*Il est impossible de savoir si ce que j'ai vécu est lié aux rejets de Sanofi. Mais il faut savoir que j'étais en parfaite santé. Ma grossesse n'était pas à risque et je n'avais aucun antécédent médical.*»

Si Caroline a déposé plainte, c'est avant tout pour «*garder une trace.*» Pour qu'un jour, s'ils venaient à tomber malades, ses enfants puissent s'appuyer sur sa plainte pour intenter une action en justice. «*Ma chance, c'est que mes enfants sont en bonne santé. Mais les dix années d'exposition à ces substances auront-elles une incidence sur leur fertilité à terme ?*» s'interroge l'ancienne voisine, désormais installée à Pau. Cette question taraude juges et magistrats. Difficile de mettre en évidence le lien qui existe entre le développement d'une pathologie observée et l'origine d'une émission. «*Je ne me fais pas d'illusion. Sanofi*

Inquiets pour leur santé et celle de leurs enfants, d'anciens voisins de l'usine de Mourenx ont déposé plainte contre Sanofi. PHOTO QUENTIN



TOP. SIPA

est un poids lourd de l'économie française. Notre vécu ne fait pas le poids vu les intérêts économiques», se résigne déjà la riveraine.

Ce lien est d'autant plus difficile à démontrer dans le cas d'une exposition au bromopropane et au toluène car, à l'heure actuelle, l'état de la science ne permet pas d'établir avec précision leurs effets sur la santé. Il a été démontré que le bromopropane pouvait causer des atteintes sur le système nerveux, les muscles et le sang, mais aussi irriter la peau, les yeux et les voies respiratoires. Cependant, aucune étude ne permet de démontrer ses effets mutagènes ou cancérigènes sur l'homme, seulement des études réalisées sur des animaux. Le composé est classé par le Centre international de recherche sur le cancer comme «probablement cancérigène pour l'homme». Et d'après l'ONU, le bromopropane est «susceptible de provoquer le cancer et peut «nuire à la fertilité ou au fœtus».

En raison de l'existence de ces risques, une limite d'émission a été fixée à Sanofi par un arrêté préfectoral en 2009. Celle-ci est censée garantir aux personnes exposées à la substance que les rejets ne dépasseront pas une valeur toxique de référence. «Pour faire simple, il s'agit d'un seuil. Si on est exposé au-dessus de ce seuil-là, on considère qu'il y a

un risque», explique Vincent Grammont, lorsqu'il est entendu par la justice le 1^{er} janvier 2019, en qualité d'ingénieur à l'Ineris. Pourtant, Sanofi rechigne encore à mesurer l'impact de ces rejets. En 2022, le géant pharmaceutique – au chiffre d'affaires atteignant alors les 43 milliards d'euros – a initié une procédure pour contester un arrêté préfectoral qui lui imposait de mener une étude des risques que «les émissions passées avaient pu faire courir à la population». Elle a été déboutée en avril 2024 par le tribunal administratif de Pau. Sanofi considérait cette étude comme «inutile» ou injustifiée, avançant qu'une autre enquête sur les risques sanitaires avait déjà été réalisée par un bureau d'études – et non un organisme public – et montrait «que les conditions de fonctionnement du site de Mournex [étaient] compatibles avec l'environnement du site et sans effet sur la santé des riverains». Sanofi l'assure à Libération : «Cette étude, basée sur plus de 130 prélèvements et analyses, a confirmé que les populations sur le site et hors du site n'avaient pas été exposées à des risques supérieurs aux seuils nationaux fixés par la réglementation française, notamment du bromopropane.» Pourtant, soumise à une évaluation de l'Ineris, l'étude avait été jugée trop imprécise pour pouvoir conclure à une absence totale de risque.

«CAGOULES FILTRANTES»

Interrogés par les enquêteurs sur leur connaissance des seuils de dangerosité, ainsi que sur les effets sanitaires d'une exposition au bromopropane et toluène, les différents responsables de Sanofi répondent à l'unisson : «Ce sont des CMR. Des produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques.» Preuve, donc, qu'ils avaient conscience de la nocivité de leurs rejets. Jean-Louis Peyren, de la CGT, commente : «On m'a toujours dit qu'on travaillait pour la santé des gens. Mais quand je vois comment Sanofi traite ses propres employés, je comprends que la santé n'est pas réellement sa priorité.» Le syndicaliste dénonce le défaut de protection efficace des 80 ouvriers qui travaillent dans l'usine, dont certains depuis longtemps. «Ils sont désormais tous équipés de cagoules filtrantes. Mais à l'époque, ils ne portaient que des masques à cartouches», c'est-à-dire des masques équipés d'un charbon actif conçu pour retenir les composés organiques volatils, ou COV. Jérôme Lebatard, travailleur de l'usine de Mournex, abonde : «À la sortie de l'atelier, il aurait dû y avoir un sas avec une douche de rinçage pour se déséquiper sans jamais être en contact avec des microparticules. Mais il n'y avait rien de tout ça.» Dans un rapport réalisé par un bureau d'études à la demande du CSE de Mou-

renx, quelques mois après les révélations de 2018, plusieurs salariés de l'usine se disaient inquiets pour leur santé. Surtout après que des traces de valproate de sodium ont été retrouvées dans les prélèvements sanguins d'une dizaine de travailleurs de l'usine. «Depuis un ou deux ans, je me pose des questions. Quand j'étais à l'usine sans cesse, est-ce que j'ai été exposé à des substances toxiques ?» s'interroge l'un d'eux.

Les différents plaignants affirment auprès de Libération n'avoir jamais reçu de visite des services de l'Etat, ni aucune communication visant à les avertir des risques qu'ils encouraient. Contactée, Santé publique France n'a pas souhaité répondre à nos questions, compte tenu de «l'enquête judiciaire en cours». Mais l'agence publique a néanmoins souhaité rappeler qu'une étude épidémiologique «était en train d'être réalisée sur le bassin». Ses résultats sont attendus depuis six ans. En 2018, Santé publique France avait promis d'étudier la faisabilité d'intégrer dans ses travaux l'exposition aux COV et ses éventuels effets. Mais elle doutait que cela soit possible : contrairement au valproate de sodium, le bromopropane et le toluène ne laissent pas de traces biologiques chez l'homme.

Sanofi nous promet qu'elle «continue de collecter, traiter et contrôler ces rejets en permanence» et que «les résultats des émissions sont communiqués aux autorités compétentes».

Pourtant, en novembre 2023, des rejets hors norme de bromopropane ont été identifiés de nouveau en sortie de cheminée. Un événement «rapidement identifié», «isolé et très bref», selon la multinationale du médicament. Mais qui a suffi à pousser la fédération d'associations environnementales Sepasne à déposer plainte. «Encore une fois, Sanofi a mis plus de quinze jours à informer la Dreal des rejets. Alors qu'ils ont l'obligation de déclarer leurs incidents tout de suite», déplore Patrick Mauboules, son président. Il s'interroge sur l'efficacité du système de contrôle des activités industrielle : «Il est absolument inconcevable de demander à des délinquants de s'autocontrôler. On ne demanderait pas à un voleur de se dénoncer...»

ODEUR DES MOLÉCULES

L'usine de Mournex relève effectivement du régime des «installations classées pour la protection de l'environnement» (ICPE). A toutes les phases de l'exploitation, elle est donc responsable de l'identification des points de rejet, des impacts de sa production et des éventuels dangers, et de la déclaration des anomalies. C'est en raison de cette réglementation que les deux colonnes d'abattage responsables des rejets toxiques ont pu échapper à tout contrôle pendant plusieurs années. Dans un rapport paru en novembre 2023 au sujet de l'encadrement

de ces installations classées, la Cour des comptes insiste tout de même sur ce point : «Les ICPE relevant du régime de déclaration peuvent être sources de pollutions importantes. Et ces installations donnent parfois un semblant de régularité à des activités frauduleuses.» Patrick Mauboules, lui, parle d'un «véritable scandale environnemental et sanitaire». Sollicité, Sanofi tient à rappeler «que la santé de ses patients comme de ses collaborateurs demeure sa priorité et que l'entreprise coopérera pleinement avec les autorités judiciaires, comme elle l'a toujours fait».

Sur le bassin de Lacq, les plus déterminés des riverains apprennent chaque mois à éduquer leur nez. Ils habitent des petits pavillons à Artix, à Arance ou à Mournex... Depuis quelques années, ils s'entraînent à reconnaître l'odeur des molécules rejetées dans l'air par les industriels. «En cas de fuite, nous sommes les premiers à le savoir», se targue fièrement le président de l'association des riverains du bassin de Lacq, Gilles Cassou. Il se dit capable de distinguer l'odeur de l'acide butyrique de celle du benzaldéhyde, deux substances irritantes, et voit en cette entreprise une forme de «contrôle citoyen». Manière de dire : on n'est jamais mieux protégé des industriels que par soi-même... ➤

(1) Le prénom a été modifié.

Les informés

de Jean-Rémi Baudot et Agathe Lambret, du lundi au jeudi à 20h

1h de décryptage et d'analyse de l'actualité

chaque lundi avec

Libération

franceinfo :
radio · web · tv canal 27

© Photo : © composite / Anwar / 2 / B. P. / 2





Texte et photos

JULIEN GESTER

Envoyé spécial en Pennsylvanie

Le timbre sonne usé quand se gonfle la poitrine de Kamala Harris, époumonée, pour lancer les dernières salves de sa harangue à la foule déjà debout: «Pennsylvanie, es-tu prête? Croit-on à la liberté... à la chance... à la promesse de l'Amérique? Est-on prêt à se battre?» Et la clameur des milliers de personnes massées vendredi dans la salle polyvalente de l'université de Wilkes-Barre de venir au secours de cette voix au bord de l'extinction, pour exploser à sa place, en conclusion, en ce cri de guerre désormais rodé: «Et quand on se bat, on gagne!» La semaine a été longue, très longue, pour la vice-présidente et candidate démocrate à la Maison Blanche, de la préparation quasi militaire mais payante d'un débat télévisé contre Donald Trump à un retour immédiat au circuit effréné de sa campagne à travers les fronts les plus disputés du pays. Une semaine de *blitz* dont elle aura passé six jours sur sept en Pennsylvanie, de loin l'Etat qu'elle a – comme son adversaire républicain – le plus visité depuis son entrée en course.

Parmi les sept «swing states» dont les électeurs détiennent *a priori* la clé du scrutin du 5 novembre, ces rares Etats où le rapport de force entre les deux partis apparaît incertain, c'est à la fois le plus convoité – car le plus peuplé (13 millions d'habitants) et donc le plus profitable en cas de victoire – et le plus serré, selon les sondages. Les états-majors des deux campagnes ne font pas mine de l'ignorer, la route de la Maison Blanche passe presque fatalement par ici. D'où les moyens sans équivalent employés par les deux camps dans cette bataille de Pennsylvanie, afin de s'assurer de la mobilisation des électeurs déjà acquis à un camp, et surtout d'atteindre, et convaincre, les 3% à peine de ceux jugés encore hésitants.

ARMÉE DE BÉNÉVOLES

Après avoir visité dans la semaine les deux extrémités métropolitaines qui encadrent le rectangle pennsylvanien, Pittsburgh et Philadelphie, Harris avait conclu la veille son baroud par des passages éclair à Jonestown, au cœur agricole et conservateur de l'Etat, et puis, donc, à Wilkes-Barre. Cet ancien pays minier, désindustrialisé dans la douleur et ainsi doublement déshérité, est devenu emblématique ces dernières années d'un transfert de quantité d'électeurs prolos et déclassés du giron démocrate vers un trumpisme fervent. Depuis 2016, il s'est même écrit quelques best-sellers sur le comté de Luzerne environnant et la recomposition de l'électorat qui s'y est jouée: quelques milliers de voix passées d'Obama à Trump avaient précipité la défaite d'Hillary Clinton quatre ans avant que Joe Biden, pourtant né à quelques kilomètres à peine, ne regagne un peu de terrain en 2020, pour



Lors du meeting de campagne de la candidate démocrate Kamala Harris à Wilkes-Barre (Pennsylvanie), vendredi.

Présidentielle américaine

En Pennsylvanie, la chasse à l'électeur est ouverte



Swing States (1/7) L'Etat de l'est du pays est l'un des rares dont le résultat du vote au scrutin de novembre est incertain. Sur le terrain, dotée de moyens colossaux, l'équipe de Kamala Harris apparaît plus structurée que celle de Donald Trump.

l'emporter au final à l'échelle de l'Etat par à peine 80 000 voix (1,2% des suffrages).

Chacun de ces votes, s'il est susceptible de faire basculer le destin de la première puissance mondiale, coûte plus cher à conquérir qu'ailleurs. Entre l'argent déjà flambé et les réservations effectuées jusqu'à l'Election Day, les candidats et leurs alliés ont déjà liquidé le record de 336 millions de dollars engloutis par l'ensemble de la campagne de 2020 rien que pour soumettre les téléspectateurs locaux à un intense tir de barrage publicitaire. Sans compter, donc, les considérables ressources humaines, logistiques et informatiques déployées afin de conduire les efforts par téléphone et sur le terrain des légions de bénévoles, qu'un meeting comme ceux enchaînés par Harris la semaine passée a vocation à inspirer, recruter, galvaniser – levant ainsi une armée. Car cette dernière, au moins autant que l'argent en caisse, constitue le nerf de la guerre.

Au matin du lendemain du passage de la vice-présidente s'activent ainsi partout en ville des armadas de démarcheurs bénévoles des deux camps. Côté républicain, on emboîte le pas à Matthew Shields, un jeune trentenaire, menuisier de profession, aux bras très tatoués et au regard clair sous ses lunettes à large monture seventies. Au local du parti, on lui a confié des écritureaux, des flyers à distribuer, et surtout un listing d'adresses, de noms et de détails placés sur une carte via une application sur son téléphone qui lui dicte les portes auxquelles frapper dans une bourgade avoisinante de Wilkes-Barre.



Matthew Shields, «capitaine» de porte-à-porte pour la campagne de Donald Trump dans le comté de Luzerne.

Formé à cet effet, il a pour tâche de rencontrer autant d'électeurs que possible. Ils lui sont désignés en fonction de leur enregistrement comme républicain ou indépendant, leur historique de participation aux élections, leurs interactions éventuelles avec l'univers trumpien et toutes sortes de données obtenues et croisées selon une formule plus jalousement gardée par le parti que la recette du Big Mac. Au final, il s'agira pour Matthew de s'assurer qu'ils ont l'intention d'aller voter, et plutôt pour Donald Trump: «Tout le monde dit que la Pennsylvanie fera gagner l'élection, alors chaque vote que je peux gagner, en laissant mon numéro, en disant à une personne âgée que je peux l'accompagner pour voter, c'est crucial.»

«GUERRE DE VOISINAGE»

Mais ce n'est pas là une si mince affaire. Marchant 15 à 20 kilomètres lors de ces journées de huit heures de démarchage, auxquelles il s'adonne avec dévotion une à deux fois le week-end, il estime à «10%» le taux de coups de sonnette débouchant sur une interaction, même minimale. Chaque électeur atteint aura valeur de point marqué au sein d'un système de gratifications, là pour attiser le dévouement: le militant recevra d'abord un tee-shirt, ensuite un coupe-file aux meetings de Trump... Le quasi-graal, c'est la casquette blanche brodée de lettres dorées qu'il porte et le désigne comme l'un des milliers de «Trump Force 47 Captain», un statut d'élite, presque une insigne de noblesse, qui l'investit d'une mission: évangéliser à toute force son entourage et son quartier. Et s'il devait se dis-

tinguer ainsi encore un peu plus, en «capitaine très actif» qu'il se revendique, Matthew pourrait être invité à la résidence floridienne de son champion, à Mar-a-Lago - «Et ce serait quelque chose de pas commun, pour un charpentier, d'être reçu là-bas, non?»

Ce samedi-là, alors qu'il enchaîne les portes closes sous un soleil de plomb, il refourge un écrivain pour la pelouse d'une ancienne camarade de lycée recroisée par hasard. Il en propose un autre à un trumpiste déjà convaincu - qui décline, parce qu'il «ne veut pas lancer une guerre de voisinage», un vieux vétéran de la marine qui «ira sans doute voter mais aimerait retourner d'abord à son petit déj». Avant d'avoir finalement sa conversation la plus approfondie, mais stérile, avec un électeur indécrottablement démocrate.

Aussi investi soit-il, c'est là sa toute première campagne personnelle. La première fois aussi qu'il ira voter Trump, ou même républicain: il s'engageait jusqu'ici pour le parti libertarien. «C'est d'être parti d'ici

pour vivre quelques années dans un Etat très bleu [démocrate, ndlr], le Connecticut, relate-t-il d'une voix désolée. Là-bas, j'ai vu combien ces politiques étaient mauvaises, à distribuer de l'argent à des gens qui ne donnaient rien en retour. Le choc, ça a été quand j'ai eu un enfant. Là-bas, pour être «inclusif», ils ont remplacé les termes de «père» et «mère» sur le bulletin de naissance par «parent 1 et 2». Ça m'a secoué, qu'on prive mon épouse, qui a failli mourir en couches, de son titre de mère. Je me suis dit que ces gens n'avaient aucun respect pour les droits des femmes.»

De l'autre côté de la rivière Susquehanna, au cœur de la ville, une demi-douzaine d'émissaires salariés de la campagne Harris ont pris leurs quartiers au local du Parti démocrate, cerné par les drapeaux trumpistes qu'affichent toutes les vitrines voisines. On y est accueilli par Sean Cole, vieux imprimeur entre deux boulots, qui ne voit pas ce qu'il pourrait faire «de plus important d'ici à l'élection». «Si Trump passe,

j'aimerais vraiment pas être à votre place en Europe.» Affluent des «joyeux guerriers», comme dit un panneau à l'intérieur, venus recevoir leurs ordres de tournée, croisant ceux qui en reviennent. Comme Christina Demellier, comptable de 43 ans engagée «depuis le recul des droits reproductifs» en 2022, qui n'a «pas eu une super journée», grimace-t-elle: «Trop de gens enregistrés comme indépendants ou démocrates qui vont voter républicain et ne veulent même pas en parler.»

«DES ÉMOTIONS TRÈS FORTES»

Ou Jonathan Harter, commercial âgé de 35 ans, dont c'était la première fois: «Je suis passé l'autre jour récupérer une pancarte, ils m'ont proposé, et quand j'ai compris qu'on n'allait voir que des démocrates ou des indépendants, je me suis dit pourquoi pas. La politique remue des émotions très fortes chez les gens ces jours-ci, et je ne voudrais pas tomber sur quelqu'un de trop agressif.» Lui a été plus chanceux: beaucoup de portes et de conversations ouvertes, ainsi que le sentiment de «faire quelque chose de positif pour ma communauté», ne serait-ce qu'en cochant dans l'appli les différents sujets abordés avec chacun. «J'ai l'impression que les gens ont besoin d'être entendus, de parler de ce qui leur importe. Surtout les indécis, souvent des indépendants penchant normalement à droite, qui n'aiment pas l'option Trump qui leur est offerte et ont besoin que quelqu'un, du quartier, vienne les rassurer sur Kamala. Leur dire que c'est un choix normal, et pas un reniement de leur morale et leurs valeurs.»



Jonathan Harter, bénévole démocrate à Wilkes-Barre.

Sur le terrain, la campagne Harris semble jouir d'un très net ascendant, pour être mieux dotée financièrement, structurée et enracinée au fil des cycles électoraux: rien qu'en Pennsylvanie, elle revendique plus de 50 bureaux de liaison répartis partout à travers l'Etat, soit le double de ce dont dispose son adversaire, dont l'implantation a notamment pâti de la reprise en main autoritaire du Parti républicain par le clan Trump, au printemps. La nouvelle direction, incarnée par la belle fille de l'ex-président, Lara Trump, avait alors gelé les embauches et déporté des moyens destinés au démarchage vers le recrutement et la formation d'«observateurs électoraux», officiellement censés devenir les vigies de futures fraudes lors du scrutin.

Son désavantage structurel conduit le camp républicain à s'en remettre plus encore que les démocrates à l'abattage d'organisations tierces et alignées idéologiquement, souvent très bien financées mais ni forcément très expérimentées ni légalement autorisées à se coordonner avec la campagne Trump. Au risque d'une déperdition des ressources en frappant aux mêmes portes - ou en ensevelissant sous des flyers qu'ils connaissent par cœur celles de leurs propres bénévoles, comme Matthew. Parmi ces groupes diversément représentés d'un swing state à l'autre, des comités d'action politique tel celui lancé par Elon Musk pour faire élire Trump, ou le Early Vote Action de Scott Presler, dont la queue-de-cheval et la silhouette longiligne étaient aussi de passage ces derniers jours pour motiver ses troupes du comté de Luzerne.

Aujourd'hui très focalisé sur l'objectif de «faire gagner Trump en reprenant la Pennsylvanie», cet activiste et influenceur d'extrême droite s'est fait un nom (et des millions de followers) au gré des campagnes xénophobes et complottistes. Notamment lors du déni de défaite trumpien en 2020, puis en s'employant à recruter de nouveaux électeurs républicains par milliers «dans les fraternités étudiantes, les foires agricoles, les armureries...» qu'il incite à voter par tous les moyens, y compris par correspondance - une révolution culturelle dans le camp conservateur. Son initiative, sous intense perfusion de cryptodevise et dotée d'une trentaine de salariés, a adopté la même stratégie controversée, car au rendement incertain, que la campagne Trump cette année: cibler des personnes «à faible propension électorale», qu'il s'agit de convaincre de revenir au suffrage, au moins juste pour cette fois, afin d'étendre le champ des électeurs potentiels. «On a déjà supplanté les démocrates en inscriptions dans plusieurs comtés, et on va bientôt les faire tomber ici aussi. La dynamique est clairement de notre côté pour remettre le président Trump à la Maison Blanche», vante, en gigotant d'aise, celui qui promet de s'étendre ensuite «à l'international, pour faire gagner les conservateurs au Canada, au Royaume-Uni, en France... J'irai aider Marine Le Pen! Je suis un grand fan de Marine!»

Migrants morts en mer

«Les départs, c'est dès que l'eau est calme»

Au moins huit personnes qui tentaient de rejoindre l'Angleterre sont mortes dans la nuit de samedi à dimanche au large du Pas-de-Calais. Préfecture et associations déplorent une année particulièrement meurtrière et des conditions d'intervention de plus en plus difficiles.



Sur la plage d'Ambleteuse (Pas-de-Calais), l'embarcation dans

Par
CLÉMENCE DE BLASI
Correspondante à Lille

Sur les côtes du Pas-de-Calais, à force, tout le monde le sait : quand la journée est belle, la nuit risque d'être mortelle. Samedi, les habitants d'Ambleteuse, petite commune balnéaire située au nord de Boulogne-sur-Mer, ont pu profiter d'une météo clémente de fin d'été. Temps frais mais sec, souvent ensoleillé. A certains endroits, depuis la station touristique, on aperçoit les côtes britanniques. Elles paraissent toutes proches, une quarantaine de kilomètres à peine, à vol d'oiseau.

C'est au large de ce village qu'une embarcation clandestine surchargée est venue se déchirer sur des rochers, dans la nuit de samedi à dimanche, vers 1 heure du matin. Au moins huit personnes, des hommes «apparemment majeurs», selon la préfecture du Pas-de-Calais, sont mortes dans le naufrage du bateau de fortune sur lequel s'entassaient une soixantaine de passagers «originaires d'Erythrée, du Soudan, de Syrie, d'Afghanistan, d'Égypte et d'Iran». Six rescapés ont été trans-

portés «en urgence relative vers les hôpitaux de Boulogne et de Calais, dont un nourrisson de 10 mois en état d'hypothermie», a indiqué le préfet, Jacques Billant, lors d'un point presse organisé sur la digue d'Ambleteuse dimanche dans la matinée.

Indifférence grandissante

Parti depuis «le secteur de la Slacks», fleuve côtier dont l'embouchure est située entre Wimereux et Ambleteuse, le canot s'est disloqué dès son arrivée en mer. «Seule une personne sur six était équipée d'un gilet», a souligné le représentant de l'Etat dans le département, avant de rappeler que plus de 200 migrants avaient été secourus en mer la veille par la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (Prémar). Un «nouveau drame» survenu moins de deux semaines après le pire naufrage de l'année dans les Hauts-de-France, qui a fait douze morts (dix femmes, deux hommes), deux disparus et plusieurs personnes en urgence absolue le 3 septembre au large du cap Gris-Nez, entre Boulogne-sur-Mer et Calais. L'incident le plus meur-

trier depuis celui qui avait causé 27 morts – et 4 disparus – le 24 novembre 2021, aux environs de Calais. Un traumatisme dans la région, pour les habitants comme pour les associations qui s'inquiètent de l'indifférence grandissante face à une répétition morbide devenue tristement habituelle.

«Ce sont au total 46 migrants qui sont décédés depuis le début de l'année en tentant de rejoindre la Grande-Bretagne à bord d'un small boat», a observé, dimanche matin, le préfet du Pas-de-Calais. Les associations d'aide aux exilés du littoral

font état quant à elles de plus d'une cinquantaine de morts. Dans tous les cas, 2024 est bien l'année qui aura enregistré un nombre inégalé de morts depuis la hausse des tentatives de traversées de la Manche en bateau, en 2018, après le verrouillage du tunnel sous la Manche et du port de Calais.

Ballet d'hélicoptères

«Cette année 2024 est très difficile. Les conditions d'intervention des forces de l'ordre sont rendues très complexes avec des passeurs et des migrants très agressifs», note Jacques Billant. Ces derniers jours et encore cette nuit, des véhicules de la police et de la gendarmerie ont été pris pour cible et des policiers et des gendarmes ont été blessés. «La lutte contre les réseaux de passage et l'action policière pour empêcher les traversées est inefficace et conduit à ces drames», répond l'association Utopia 56 dans un communiqué. La France et l'Angleterre doivent reconnaître la Manche comme une zone d'urgence humanitaire et secourir les personnes qui s'y trouvent pour cesser de se rendre coupables de ces morts.»

«La France et l'Angleterre doivent reconnaître la Manche comme une zone d'urgence humanitaire et secourir les personnes qui s'y trouvent.»

L'association Utopia 56

Ces derniers jours, à la faveur d'une météo favorable, les tentatives de traversée se sont multipliées. Sur la seule journée de samedi, «18 tentatives de départs d'embarcations ont été suivies» par le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage du cap Gris-Nez, a annoncé la préfecture maritime. Après un été particulièrement macabre, les habitants du littoral, entre résignation et compassion, savent qu'ils risquent encore d'entendre, dès l'aube, un ballet d'hélicoptères recherchant des survivants en mer. L'automne 2023 a été émaillé de plusieurs naufrages sur le littoral du Nord et du Pas-de-Calais : trois morts le 22 novembre à Equihen-Plage ; deux autres noyés le 15 décembre, le jour même d'une visite de Gérard Darmanin à Calais qui s'y rendait pour défendre son projet de loi sur l'immigration. Les départs, «c'est tout le temps : hiver, jour, nuit, été, dès que la mer est calme», déplore la bénévole Christine Leclair. A Ambleteuse, dimanche vers 7h30, une poignée d'heures à peine après le naufrage dans lequel huit exilés perdaient la vie, un second bateau, similaire, tentait sa chance vers l'Angleterre. ♦



laquelle une soixantaine de migrants ont tenté de traverser la Manche dans la nuit de samedi à dimanche. PHOTO BERNARD BARRON. AFP

La lente dérive de l'Europe forteresse

Obsédés par la question migratoire portée avec succès par l'extrême droite dans les pays de l'Union, les Vingt-Sept rivalisent de mesures restrictives à l'égard des demandeurs d'asile.

On ne peut dénier au Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, un certain sens de la mise en scène. Budapest, vendredi 6 septembre, extérieur jour. Une rangée d'autocars à l'arrière-plan. L'un des secrétaires d'Etat du gouvernement nationaliste-conservateur, Bence Révéri, déclare : « Si Bruxelles veut des migrants, elle peut les avoir ». Derrière ses sévères lunettes, les panneaux lumineux indiquent la destination des bus : la capitale belge, siège de la Commission européenne. Enième épisode du bras de fer entre l'UE et la Hongrie. Au début de l'été, la Cour de justice de l'Union européenne avait infligé une sanction de 200 millions d'euros

à Budapest pour « non-respect des traités en matière de droit d'asile », assortie d'une astreinte quotidienne d'un million d'euros. Orbán s'entête et refuse de payer cette amende « injuste » et « scandaleuse ».

Choc. L'Europe a fini par s'habituer aux outrances du Premier ministre hongrois. Mais son obsession anti-immigration a fait tache d'huile, à des degrés divers, parmi ses partenaires européens. A la surprise générale, la semaine dernière, le gouvernement allemand du social-démocrate Olaf Scholz a annoncé le rétablissement des contrôles à l'ensemble de ses frontières pour lutter contre l'immigration clandestine. La mesure entre en vigueur ce lundi. Le symbole – une entaille faite à un fondement de l'UE, la libre-circulation, par un de ses piliers historique, politique et démographique – a été un choc pour ses voisins. « Les actions de l'Allemagne [...] sont très préoccupantes, a commenté le ministre polonais de l'Intérieur au site Euractiv. Elles pourraient même menacer le

fonctionnement de l'ensemble de l'espace Schengen. »

La nette progression des partis d'extrême droite aux élections européennes de juin (France en tête) avait donné le ton. L'immigration clandestine est devenue un sujet politique incontournable à l'échelle du continent. La « vague migratoire » de 2015, année où plus d'un million de Syriens sont arrivés en Europe pour fuir la guerre civile, a certainement marqué un tournant dans l'opinion publique. Depuis bientôt une décennie, l'UE se débat avec sa politique d'accueil des étrangers – débarqués illégalement sur son territoire – qui représentent pourtant moins de 1 % de sa population totale. Fin 2023, les Vingt-Sept ont adopté au terme de quatre années de négociations laborieuses le Pacte sur la migration et l'asile. Le texte introduit un mécanisme de solidarité obligatoire pour soulager les Etats dits de « première ligne » (Italie, Grèce, Espagne), mais il durcit surtout les contrôles aux frontières extérieures de l'UE. Le Pacte consacre finalement cette « Europe forteresse » responsable de la mort de plus de 63 000 personnes en dix ans, majoritairement dans des naufrages en Méditerranée.

Déjà, des dirigeants européens poussent pour un verrouillage accru. Le gouvernement néerlandais a indiqué vendredi qu'il allait exiger « dans les plus brefs délais » une option de non-participation à l'asile européen. Le même jour, la coalition de droite au pouvoir, inclu-

ant le Parti pour la liberté (PVV) d'extrême droite de Geert Wilders, a dévoilé des nouvelles mesures drastiques sur l'immigration, notamment l'abrogation d'une loi qui oblige les municipalités à créer des places d'accueil pour demandeurs d'asile, ou un durcissement des règles sur le regroupement familial. Après sa victoire aux législatives l'an dernier, Wilders avait promis la politique « la plus stricte » que les Pays-Bas aient jamais connue en matière d'asile.

En Suède, le gouvernement, lui aussi agrippé par un parti d'extrême droite (les Démocrates de Suède, qui le soutient au Parlement), a proposé jeudi d'augmenter fortement l'aide financière aux migrants acceptant un retour volontaire dans leur pays d'origine, jusqu'à 30 000 euros par personne en 2026, contre 880 euros actuellement. D'autres pays européens ont mis en place des dispositifs similaires. Cette aide est d'environ 1300 euros en Norvège, elle peut atteindre 2500 euros en France et plus de 13 000 euros au Danemark. Stockholm manie autant la carotte que le bâton. Une autre proposition gouvernementale a agité la société suédoise cet été : la « loi des mouchards », ainsi que l'ont baptisée ses opposants, qui obligerait les fonctionnaires à signaler les usagers sans papiers à l'administration. Les soignants, les enseignants, les bibliothécaires et les travailleurs sociaux sont mobilisés contre la réforme. Des milliers d'entre eux ont annoncé qu'ils désobéiraient à une telle loi.

Sous-traitance. L'extrême droite n'en démonte pas. Car elle voit bien que le thème, inépuisable, est électoralement porteur. Scrutin après scrutin, les partis anti-immigration progressent en Europe en focalisant le débat public sur cette question et en martelant leurs idées xénophobes. Matteo Salvini, vice-Premier ministre italien d'extrême droite, a même montré qu'il était prêt à enfreindre le cadre légal pour un « coup » politique anti-migrants. Il est actuellement jugé pour avoir empêché 147 personnes, sauvées en mer par le navire de l'organisation humanitaire Open Arms, de débarquer dans un port italien en 2019. Il était à l'époque ministre de l'Intérieur. Samedi, les procureurs italiens ont requis six ans de prison à son encontre. « Je le referais si j'avais à le refaire : défendre les frontières contre les migrants illégaux n'est pas un crime », a commenté sur Facebook Salvini, qui n'était pas présent à l'audience.

Sous la houlette de la Première ministre d'extrême droite, Giorgia Meloni, Rome a signé en novembre un accord avec l'Albanie prévoyant le transfert de migrants secourus en mer par des bateaux italiens vers deux centres construits sur le territoire albanais – donc en dehors de l'espace Schengen. Leurs demandes d'asile seraient étudiées depuis ces lieux fermés, financés et gérés par l'Italie. Jusqu'à 36 000 personnes transiteraient chaque année dans ces centres dont l'inauguration, prévue en août, a été repoussée. Ce modèle de sous-traitance migratoire, largement dénoncé par les ONG européennes, semble aujourd'hui intéresser le gouvernement britannique. Eliu en juillet, le Premier ministre travailliste, Rishi Starmer, avait promis de s'attaquer à l'immigration illégale, tout en enterrant le plan du gouvernement précédent prévoyant des expulsions vers le Rwanda. « Puisque cela a permis de réduire le nombre de migrants, nous souhaitons discuter avec l'Italie des programmes qu'elle a mis en place, et pas seulement avec l'Albanie », a indiqué le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, David Lammy, à la BBC. Starmer est attendu par Meloni à Rome ce lundi. Il n'avait toujours pas eu un mot, dimanche soir, pour les huit migrants morts noyés dans la Manche alors qu'ils avaient mis le cap sur l'Angleterre.

CÉLIAN MACÉ

Extrême droite Marine Le Pen remonte au Front

Après une année en retrait et alors que les députés RN faisaient leur rentrée ce week-end à l'Assemblée, leur patronne est décidée à reprendre une place centrale. A la fin du mois s'ouvrira toutefois un procès qui pourrait en décider autrement.

Par
NICOLAS MASSOL
Photos **DENIS ALLARD**

Elle avait tenté de clore la séquence politique des législatives, mi-juillet, avec un entretien fielleux au magazine *Valeurs actuelles*, dans lequel elle contestait à moitié la sincérité du scrutin, parlait d'*abus de confiance* et renvoyait la responsabilité de l'échec de son camp à décrocher une majorité absolue à l'Assemblée nationale sur les épaules d'une *«presse ultra-idéologisée à l'extrême gauche»*, au service d'un *«parti unique»*. Revoilà Marine Le Pen, pile deux mois plus tard, détendue, souriante, blagueuse même, à la rentrée parlementaire de ses députés, organisée au Palais-Bourbon samedi et dimanche. Le ton s'est allégé mais le fond n'a guère changé.

Devant ses troupes, la cheffe de file de l'extrême droite française fustige toujours un fantasmatique *«parti unique»* et les médias, ravalés au rang de *«commentateurs»*, qui sont d'ailleurs tous contradictoires au passage. *«Ne vous laissez jamais balloter parce que vous n'êtes pas des feuilles»*, martèle-t-elle, à l'unisson avec son numéro bis, Jordan Bardella, qui ironise à son tour. *«Vous allez lire beaucoup de bêtises à l'occasion de cette rentrée et je ne peux que vous inciter à ne rien céder à ces petites manip qui visent à vous déprimer»*, averti le président du Rassemblement national (RN), coupures de presse en main, devant le conseil national du parti, dimanche.

LA LUMIÈRE ET LES BALLES

L'opération est claire. Au moment où frémissent déjà les prémices de la présidentielle de 2027, Marine Le Pen semble avoir décidé de reprendre la main sur le récit de sa quatrième course élyséenne. *«Nous sommes en période électorale»*, assume celle qui s'est

mise en retrait une bonne partie de l'année 2024 pour laisser son poulain prendre la lumière – et les balles. Les prochains mois la verront reprendre la première place.

À l'Assemblée d'abord, où son choix de laisser sa chance à Michel Barnier, en ne le censurant pas dès son discours de politique générale, l'a mise au centre du jeu (lire page 12 et 13). Le Pen répète que le Premier ministre est *«sous surveillance»* et, si elle prétend refuser de jouer les *«DRH»* de Macron, elle ne boude pas son plaisir d'avoir obtenu le scalp de Xavier Bertrand, son ennemi personnel dans les Hauts-de-France, ni de laisser planer la menace, en cas de maintien d'Éric Dupond-Moretti au gouvernement. *«Le RN a un positionnement plus central et plus important que jamais dans le fonctionnement de nos institutions»*, se réjouit-elle, quand certains de ses conseillers annoncent déjà leur intention de faire tomber Barnier, cet automne, au moment de l'examen du projet de loi de finances. Devenue influente dans les combinaisons politiques qui font les maroquins, Le Pen a à cœur de montrer qu'elle n'est pas rentrée dans le rang politique classique et, surtout, qu'elle n'est pas devenue de droite au prétexte qu'elle a fait «barrage» à un gouvernement de

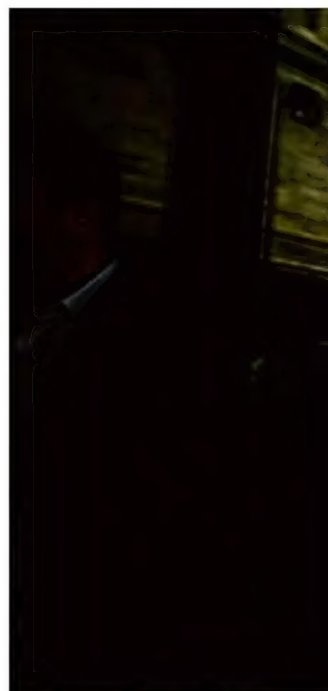
gauche, soutenu un Premier ministre Les Républicains et s'est alliée avec Eric Ciotti lors des dernières législatives. *«Est-ce que vous êtes de gauche, est-ce que vous êtes de droite ? Ça n'a absolument aucun intérêt, ne vous laissez pas balloter par les blablas»*, rabâchait-elle devant ses troupes, samedi.

À ceux tentés de voir Marine Le Pen abandonner son mantra *«ni droite ni gauche»*, cette dernière oppose l'embauche de son nouveau directeur de cabinet, Ambroise de Rancourt, venu de la gauche et passé furtivement par le mélanchonisme (il dit avoir milité pour LFI en 2017), dont le souverainisme viendra renforcer celui du député de la Somme, Jean-Philippe Tanguy, parfois isolé au sein d'un parti en proie aux assauts de cercles qui voudraient droitiser sa ligne économique.

SÉRÉNITÉ D'AIRAIN

Pour s'éviter un procès en arrangement avec le *«système»*, Marine Le Pen pourra surtout mettre en avant sa position de mise en cause dans le procès des assistants parlementaires présumés fictifs de son parti (lire ci-contre), qui s'ouvre dans deux semaines. Au centre du jeu politique, l'ancienne députée européenne risque gros et pourrait se voir frapper d'une peine d'inéligibilité. L'enjeu est de taille. Ces dernières semaines, elle s'est beaucoup enfermée avec ses avocats dans son bureau du siège du RN, qu'elle fréquente d'ordinaire assez peu.

Devant la presse, elle affiche une sérénité d'airain et clame sa volonté d'être la plus présente possible à la barre, persuadée de l'efficacité de sa ligne de défense, selon laquelle toute l'affaire provient d'une différence d'appréciation du poste d'assistant parlementaire. Il y aurait la vision allemande, qui en ferait un simple salarié, non susceptible d'endosser des responsabilités politiques. Et la française, qui considérerait l'assistant comme un militant, sans séparation entre son travail parlementaire et son bénévolat partisan. En attendant ces échéances, Le Pen s'empresse d'étaler devant tous l'image d'un binôme fonctionnel avec Bardella. Leur harmonie a été mise à mal, ces derniers mois, quand les accents plus libéraux du jeune homme, plus ostensiblement pro-business que sa patronne, ont parfois conduit à des coupures de communication. Sur l'Ukraine, où le député européen, qui siège désormais au sein de la commission des affaires étrangères du Parlement de Bruxelles, a eu la dent plus dure contre l'envahisseur russe que Le Pen, ou sur les prix planchers sur les produits agricoles, au moment de la crise du début **Suite page 12**



Marine Le Pen arrive à un conseil national



Renaud Labaye, Marine Le Pen et Jordan

FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrètes, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : libe.fr/frontal



du RN à l'Assemblée nationale, dimanche.



Bardella à l'Assemblée dimanche.

Procès des assistants parlementaires: le RN face au barrage de l'inéligibilité

Poursuivie notamment pour «détournements de fonds publics», Marine Le Pen doit comparaître fin septembre dans l'affaire des collaborateurs européens qui menace ses ambitions pour la présidentielle de 2027.

L'embûche est de taille. A partir du 30 septembre, Marine Le Pen doit comparaître dans le procès des assistants du Front national (devenu Rassemblement national) présumés fictifs au Parlement européen. La patronne des députés d'extrême droite y est poursuivie pour «détournement de fonds publics» et «complicité», et risque jusqu'à dix ans de prison et 1 million d'euros d'amende, assortis d'une peine d'inéligibilité pouvant aller jusqu'à cinq ans. Laquelle, si elle était prononcée et confirmée avant 2027, réduirait à néant ses ambitions à se présenter à une quatrième course à l'Élysée. De quoi la rendre fébrile, comme d'autres cadres du RN, qui risquent eux aussi très gros: le maire de Perpignan, Louis Aliot, notamment, ou l'actuel député de l'Yonne, Julien Odoul... En tout, outre le RN, 27 membres ou ex-membres de la formation d'extrême droite sont renvoyés à l'automne devant le tribunal correctionnel de Paris.

Tous sont soupçonnés d'avoir participé à un vaste système visant à rémunérer sur des fonds européens de pseudo-collaborateurs qui travaillaient, en réalité, pour le parti d'extrême droite. Dans cet énorme dossier (dix ans d'enquête, près de 2500 documents annexés au dossier), l'ex-Front national, lourdement endetté, est accusé de s'être servi de l'Europe pour se refaire une santé financière en détournant l'argent public qui lui était alloué, dans le seul but de continuer à faire tourner sa boutique, rémunérer ses collaborateurs, faire avancer sa cause et l'ascension de Marine Le Pen. Il lui est reproché d'avoir contourné les règles ou les avoir réécrit à son avantage pour accaparer le plus de ressources disponibles possible, dans une «gestion pilotée par les dirigeants successifs du FN», considère le parquet. À l'époque où la majeure partie de l'argent public est soupçonnée d'avoir été détournée, Marine Le Pen était à la fois présidente du FN et députée européenne pour une partie de la mandature concernée (2014-2019). Le Parlement européen estime ici son préjudice à près de 7 millions d'euros.

Commanditaires. De fait, la triple candidate à la présidentielle est accusée d'être l'un des principaux commanditaires, en donnant des instructions, du système mis en place. Avocate de formation, entrée au service juridique du FN en 1998, elle ne peut d'autant moins ignorer ce qui se fait puisqu'elle a été biberonnée à la mécanique déjà pratiquée par son père au cours

des mandats précédents, quand Jean-Marie Le Pen se «contentait» de faire prendre en charge par le Parlement européen son propre personnel.

Plus grave encore pour elle, de nombreux témoignages et documents saisis par la justice incriminent directement la députée du Pas-de-Calais: plusieurs anciens députés européens racontent, notamment, comment elle leur aurait ordonné de mettre à disposition de sa formation la majeure partie de leur enveloppe dédiée à employer des assistants, d'un montant de 21 209 euros mensuels.

«Je vous indique que vous aurez le choix de recruter par vous-même un assistant et que le reste de votre enveloppe sera mis à la disposition du mouvement», aurait-elle ainsi lâché lors d'une «réunion des nouveaux» eurodéputés frontistes, le 4 juin 2014. Elle est ensuite «tenue régulièrement informée du suivi des enveloppes», écrit le parquet dans son réquisitoire, en septembre 2022. Nombre de courriels mais également de SMS montrent que Marine Le Pen avait pouvoir d'impulsion et de décision sur le principe (des recrutements), l'affectation d'un collaborateur à l'enveloppe de tel ou tel, [...] qu'elle était la décisionnaire principale in fine».

Résidence. Dans cette affaire, la patronne de l'extrême droite française est, en outre, renvoyée pour avoir employé en tant qu'assistants parlementaires deux personnes travaillant en réalité à son service. La première est son ancienne directrice de cabinet, aujourd'hui députée européenne, Catherine Griset. Assistante parlementaire accréditée, notamment, de décembre 2010 à février 2016, elle aurait dû normalement habiter à Bruxelles pendant toute la période de ses contrats, mais elle a en fait gardé son lieu de résidence en région parisienne. D'octobre 2014 à août 2015, elle ne passe ainsi que 12 heures dans les locaux du Parlement européen. A la même période, elle travaille en revanche en moyenne 15 à 22 jours par mois dans les locaux du FN. Lors d'une perquisition à son domicile, le 20 février 2017, les policiers notent que Catherine Griset reçoit des appels de Marine Le Pen lui demandant «de ne répondre à aucune question».

L'autre «assistant» de Marine Le Pen mis en examen est son ancien garde du corps, Thierry Léger, après avoir été pendant des années celui de Jean-Marie Le Pen. Le concernant, les juges notent que sur ses CV de l'époque mentionnant ses expériences professionnelles, aucune ne fait état de son rôle d'assistant parlementaire local. Pareil dans son ouvrage autobiographique, *Mission Le Pen* (éd. du Toucan), paru en 2012 et retraçant sa carrière de garde du corps: alors qu'il a enchaîné les contrats, l'homme semble ne pas se souvenir d'avoir été assistant parlementaire.

TRISTAN BERTELOOT

Suite de la page 10 d'année, où cette dernière l'a repris. Ou encore ces dernières semaines, quand l'entourage du président frontiste a soufflé à la presse ne pas être opposé à un gouvernement technique qui mettrait en œuvre une réforme du mode de scrutin législatif vers la proportionnelle... quand Le Pen, quelques jours plus tôt, avait estimé qu'il n'y avait «que des gouvernements politiques planqués derrière des appellations techniques». «Nous ne sommes pas des clones», répète, imperturbable, Bardella après chaque dissonance.

ÉLÉMENTS DE LANGAGE

Cette fois, Marine Le Pen aussi a tenu à monter au front. Dans son discours à ses parlementaires, la députée du Pas-de-Calais a repris un certain nombre de mots-clés lancés par son poulain lors de la campagne des européennes. «Jordan a pendant de nombreux mois évoqué la puissance : il ne peut pas y avoir de puissance sans progrès», l'a-t-elle approuvé. Et de reprendre la partition du champ politique entre partisans de

«l'ordre», évidemment emmenés par le RN, et ceux du «chaos» représentés, selon elle, par le Nouveau Front populaire. Reprendre les éléments de langage de son protégé : une gentillesse à laquelle Le Pen ne l'avait pas toujours habitué.

L'ancienne candidate à la présidentielle décline même le programme de son parti selon le triptyque «ordre, justice et progrès», lointain écho à la devise du Brésil, «ordre et progrès», elle-même inspirée du positivisme d'Auguste Comte. Ce qui permet de déplorer tout à la fois le désordre «fiscal», «social» ou «migratoire» et de mettre un crochet en passant aux «associations totalement dévoyées au service des passeurs» parmi lesquelles Le Pen compte la Cimade, qui a gagné mercredi son procès en appel pour diffamation contre la patronne du RN. «On me dit souvent que l'intégralité de ce que je ressens se voit sur mon visage, plaisante-t-elle devant les cadres de son mouvement. Pour les journalistes qui s'en vont : si jamais ça se passait mal avec Jordan, ça se verrait.» Reprendre en main le récit, encore et toujours. ▶

Face au RN, Michel Barnier surveillé de toutes parts

Soumis au bon vouloir de Marine Le Pen, le Premier ministre sait qu'il ne doit pas mécontenter l'extrême droite. Au risque de renier les valeurs qu'il défendait ?

«J'en ai rien de commun, ou pas grand-chose de commun, avec les thèses ou les idéologies du Rassemblement national.» Ce 6 septembre, invité du 20 heures de TF1 au lendemain de sa nomination à Ma-

tignon, Michel Barnier se voulait rassurant. S'il assurait ne pas avoir eu de «discussion» avec Marine Le Pen, le chef du futur gouvernement disait «respecter» la triple candidate à la présidentielle. Et avec elle les «11 millions de Français qui ont voté pour le Rassemblement national». «Leurs voix comptent», insistait-il. Une bénédiction ? Le chef du gouvernement sait surtout qu'il doit sa nomination à la bienveillance du RN, qui se garde, pour l'heure, de vouloir le censurer. La patronne de l'extrême droite, elle, a déjà fait son marché en contrepartie de sa complaisance : des mesures sur l'immigration, le pouvoir d'achat et

Iliade, un «institut» de formation au service des thèses racistes

Fondé par des figures identitaires, l'organisme veut former les militants et diffuser une pensée xénophobe. La députée Anne Sicard, apparentée au RN, en est l'une des cadres.

C'est une soldate de la «bataille culturelle» théorisée par l'extrême droite. Nouvelle députée de la première circonscription du Val-d'Oise, apparentée au groupe Rassemblement national, Anne Sicard, 57 ans, aime à se présenter comme «enseignante, responsable associative, mère de famille nombreuse». Moins connue une des principales cadres de l'institut Iliade, structure méconnue mais fer de lance de la mouvance qui s'est donné pour mission de former idéologiquement les nouvelles générations d'activistes. Nombre de cadres du groupuscule Génération identitaire, dissous par les autorités en 2021, sont ainsi passés par les «promotions» de cette structure très fermée, qui a pour bouc émissaire les intérêts de la «race blanche». Avec Anne Sicard, membre de l'institut «depuis sa fondation», comme elle le confiait dans une vidéo promouvant l'édition 2019 de son colloque annuel, Iliade voit une de ses

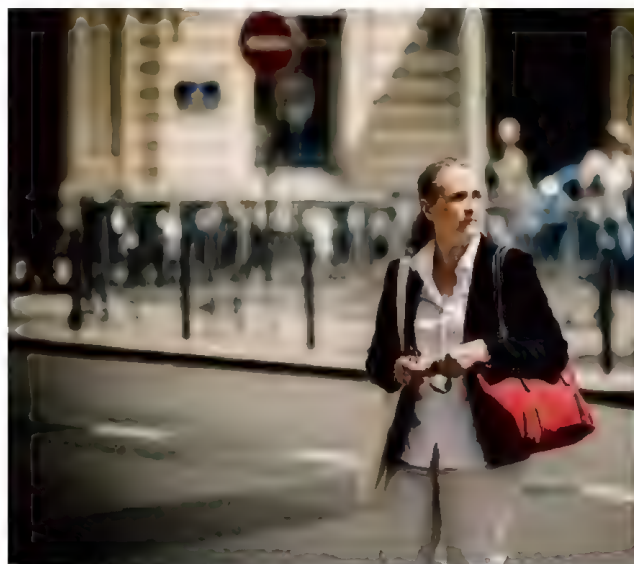
responsables accéder à l'Assemblée. Longtemps chargée d'un poste stratégique – l'organisation des formations – la nouvelle députée, présente ce week-end à la rentrée des parlementaires RN, est devenue récemment «responsable du fonds de dotations» d'Iliade, poste qu'elle occupe toujours à ce jour, selon le site de l'organisme. Il y a une petite semaine à Paris, selon nos informations, Anne Sicard accueillait encore les participants de la nouvelle session de formation de l'institut. Elle n'a pas répondu à nos sollicitations.

L'institut Iliade est à part dans la mouvance. Mi-école de formation mi-cercle de réflexion, il a été lancé au lendemain de la mort de Dominique Venner, vieux routier de la radicalité qui a milité dans les rangs néofascistes d'après-guerre et à l'OAS. En mai 2013, il s'est suicidé d'une balle en pleine tête devant le maître-autel de la cathédrale Notre Dame de Paris, geste qui se voulait une alerte sur le «péril» du «grand remplacement de la population de la France et de l'Europe» par «l'immigration afro-maghrébine». Juste avant de passer à l'acte, Venner avait réuni autour d'un déjeuner ses plus proches camarades pour leur annoncer sa décision. Et leur demander de poursuivre son combat en créant un institut de formation à destination de la jeunesse d'extrême droite.

Ses dernières volontés ont été respectées par ses quatre convives, Philippe Conrad, Jean-Yves Le Gallou (deux anciens du mouvement raciste GRECE), Bernard Lugan et Fabrice Lesade. C'est l'institut Iliade, pour lequel ils ont imaginé un lancement aux relents mystiques : pour l'acte, selon la légende rabâchée par les fondateurs, ils ont escaladé «dans le brouillard et la froidure» le mont Olympe, en Grèce, «à la veille du 21 juin 2014». Soit la «veille du solstice d'été» si cher aux néopagans. Et une montagne symbolique pour Dominique Venner, qui voyait dans l'Iliade et l'Odyssée d'Homère «la bible des Européens». Plus prosaïquement, les statuts de l'association baptisée «institut pour la longue mémoire européenne» ont ensuite été déposés à la préfecture du Maine-et-Loire le 15 juillet 2014.

Colloque annuel

«Iliade, ce sont des ultras», analyse le politologue Stéphane François, spécialiste du sujet (auteur notamment d'un ouvrage de référence, *La Nouvelle Droite et le nazisme*, éd. Le bord de l'eau). «Des gens qui défendent l'identité blanche cachée derrière l'identité européenne. Derrière la défense de l'identité blanche, il y a la défense de la race blanche. Les membres d'Iliade se cachent toujours derrière une position ethno-différentialiste [doc-



Anne Sicard, députée du Val-d'Oise, mardi à son arrivée à l'Assemblée nationale. PHOTO

trine qui postule l'irréductible différence des civilisations) mais l'aspect ethnique est juste derrière.» Contacté par Libération, Iliade a fermement refusé tout échange. Depuis sa fondation, l'institut organise chaque année un colloque à la maison de la Chimie, à Paris, qui fait salle comble et où toutes les nuances de l'extrême droite sont représentées. Cette année, il s'est tenu début mai, en pleine campagne des européennes. «L'Europe, ce n'est pas un simple syndicat d'intérêts économiques et financiers plus ou moins déterritorialisés [...]. Ce n'est pas un conglomerat bigarré de populations déracinées», dénonçait la présentation officielle de l'événement. Qu'est-ce alors ?

Au micro d'une webtélé d'extrême droite, Romain Petitjean, directeur du développement et de la coordination chez Iliade, s'est fait plus précis : «L'Europe idéale, c'est une Europe européenne sans cette immigration extra-européenne qui finalement en change la filiation ethno-culturelle.» Un discours codé qui parle aux radicaux. À l'entrée de la salle, les arrivants étaient accueillis par une jeune femme, ancienne auditrice de l'institut et membre historique de la section lyonnaise de Génération identitaire. Plus loin, un cadre identitaire normand s'occupait de la captation vidéo des interventions. Une spécialité de ce trentenaire, dont Libé a révélé qu'il

était dans l'équipe de communication du RN et présent au siège du parti lors du discours de Jordan Bardella, le soir du premier tour des législatives anticipées. Dans la grande salle, à côté de l'amphithéâtre, les tables des exposants étaient surtout tenues par des groupuscules vantant leurs actions – et en quête de dons. Était aussi représentée La Cocardie étudiante, syndicat étudiant proche du RN. En 2018, la revue philonazie *Réflexions & Agir* tenait même un stand. Dans les travées, aussi, des influenceurs identitaires comme Julien Rochedy et Laurent Obertone ou le vulgarisateur de la thèse du grand remplacement Renaud Camus. Et des politiques

l'instauration de la proportionnelle. «Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même constat que le nôtre. Maintenant, nous attendons de lui des actes», a-t-elle déclaré à la Tribune dimanche trois jours après le changement de locataire à Matignon.

Gages. De quoi faire sauter Barnier à la corde pour un moment ? L'examen du budget cet automne fera office de test : jusqu'à quel point Marine Le Pen mettra-t-elle le curseur dans ses desiderata ? Qu'acceptera, de son côté, le gouvernement, sachant que les macronistes redoutent déjà d'imploser sur le terrain miné de l'immigration ? Sous tutelle du RN, Barnier a déjà donné quelques gages. Jeudi, sur ses terres savoyardes, il a exprimé son «souci de maîtriser» l'immigration avec «de la rigueur et de la ténacité» mais aussi avec «humanité». Un diptyque rappelant celui d'Emmanuel Macron, du moins avant l'adoption fin 2023 de loi immigration adoucie par le RN.

Les positions passées de l'ex-candidat de la primaire de la droite pour la présidentielle en 2022 font déjà craindre, chez ses opposants,

«Je ne ferai jamais aucun compromis, il n'y aura jamais de complaisance, ni de faiblesse à l'égard des thèses de l'extrême droite.»

Michel Barnier en mai 2021 sur le plateau de l'émission «Quotidien»

un copier-coller des mesures choyées par Le Pen et son camp. «Il y a toujours le sentiment que les frontières sont des passeroies et que les flux migratoires ne sont pas maîtrisés», lâchait encore Barnier sur TF1 début septembre. À l'époque de la primaire LR, son image de modéré, plus nuancé sur le terrain régional que ses radicaux rivaux, en avait pris un coup après son radeau. Il proposait ainsi un «moratoire «de trois à cinq ans» sur l'immigration ou la suppression du droit du sol à Mayotte, vieille antienne de l'extrême droite. «Il n'a jamais eu

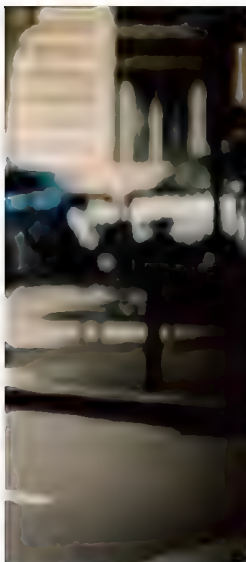
de proximité idéologique avec le RN. Et a longtemps été l'une des bêtes noires du Front...» relève aujourd'hui Cédric Vial, sénateur de la Savoie. Européen convaincu, l'ex-négociateur de l'UE pour le Brexit a été une cible de choix des eurosceptiques et des populistes. «Je n'aurais jamais aucun compromis, il n'y aura jamais de complaisance, ni de faiblesse à l'égard des thèses de l'extrême droite», jurait de son côté l'intéressé, en mai 2021, sur le plateau de l'émission «Quotidien».

Front républicain. Chez LR, celui qui se définit comme «patriote» et «gaulliste social» n'a jamais vraiment varié sur ce sujet. En 2017, il avait appelé à voter Emmanuel Macron contre Marine Le Pen. Rebelle en 2022, à rebours de la ligne officielle de son parti. Contrairement aux ténors LR, Barnier défend de longue date le «front républicain». Aux cantonales de 2011, Jean-François Copé, alors patron de l'UMP, l'avait pourtant enterré en prônant le «ni-ni» : les électeurs de droite sont depuis sommés de ne reporter leurs voix ni sur le FN, ni sur le candidat de gauche. Dans son canton

d'Albertville, Barnier assurait, lui, qu'il voterait «sans état d'âme» pour le candidat socialiste, opposé à un candidat FN. «Je vote pour les valeurs républicaines qui sont les miennes et je vote pour l'Europe, parce que derrière [Marine] Le Pen et ses amis, il y a des choix politiques qu'il faut rappeler», déclarait-il à l'époque sur RTL.

Avec un demi-siècle de vie politique derrière lui, Barnier a connu l'émergence du Front national, ses premiers succès électoraux, son implantation dans le paysage médiatique. Et ses relents racistes et antisémites. Au printemps 1990, la sidération traverse la classe politique après la profanation de tombes juives à Carpentras (Vaucluse). À l'époque, Jean-Marie Le Pen parle de «coup montés» et accuse les communistes. La PJ d'Avignon retrouvera à l'origine des faits des skinheads acquis aux théories d'extrême droite. Interdire le Front national ? Le débat traverse alors la société et la droite. Après du Monde, Barnier plaide à l'époque pour «combattre idéologiquement» le FN. C'était il y a trente-quatre ans.

VICTOR BOITEAU



DENIS ALLARD

comme Marion Maréchal et son compagnon Vincenzo Sofo (Frattelli d'Italia). Tous viennent y chercher, comme l'a résumé la conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes Isabelle Surpy (ex-RN et ex-Reconquête), «des munitions, des cartouches pour le combat culturel».

Forger des fidélités

L'institut reste discret sur le contenu de ses formations. Tout juste sait-on qu'il s'agit d'un cursus qui s'étale sur cinq week-ends dans l'année, à Paris et en province. Les stagiaires de chaque promotion, doivent rendre un travail de fin d'études : article de blog, livre de jeunesse, foulard, pendentif... Pour au-

tant, l'objectif est surtout de créer des liens entre les auditeurs, de forger des fidélités. À la fin de la formation, chacun se voit remettre un petit insigne : épingle en bronze pour les auditeurs, en argent pour les grands donateurs, en or pour les cadres dirigeants. Non content de former des radicaux, l'institut en emploie certains. De 2022 à 2023 par exemple, un certain Eyquem Pons était mentionné en tant que «responsable communication». Ce fils d'un historien de la mouvance est un ancien cadre identitaire lyonnais. Comme l'a révélé Libé, on le croise à l'ancien dernier au siège du RN...

Et Anne Sicard dans tout ça ? Interrogée sur son engagement à l'égard de la *Parisien* avant le second tour des législatives, la quinquagenaire, élue sur un territoire qui s'étend de la ville de Pontoise à plusieurs communes rurales du Vexin, avait évacué, évoquant une simple «association culturelle». En réalité l'illiade est tout aussi peu «culturelle» qu'Anne Sicard est une «novice» en politique, comme elle l'a prétendu dans une interview donnée en 2022 à la presse locale des Yvelines. Formée au Front national de la jeunesse, elle a milité au FN du temps où Jean-Marie Le Pen y régnait en maître. Puis l'a quitté au moment de la scission mégriste de 1998 et a rejoint le MNR, pour lequel elle a été candidate aux législatives de 2002 à Paris.

Le nom d'Anne Sicard resurgit en 2021 lorsque Eric Zemmour se lance en politique. Elle était par exemple en bonne place dans le carcé VIP du meeting de lancement de la campagne présidentielle du polémiste, à Villepinte, où fourmillaient les radicaux, y compris issus de groupes violents et nazifiants. Investie

par Reconquête aux législatives qui suivent dans les Yvelines, elle est éliminée au premier tour.

«Prendre le pouvoir»

Malgré un score piteux (3,5%), elle est bombardée directrice de cabinet adjointe de Marion Maréchal pendant sa campagne des européennes de 2024. Et suit celle-ci lorsqu'elle quitte Reconquête pour se rapprocher du RN pour finir élue dans le Val-d'Oise. Mais une fois à l'Assemblée, le parti lepéniste rechigne à l'intégrer à son groupe parlementaire. Tout comme le nouvel allié de Marine Le Pen, Eric Cloutier : «Eric n'en voulait pas car ce n'est pas notre ligne, on n'a pas envie d'assumer des gens qu'on n'a pas choisis», se démêle Guilhem Carayon, proche de l'ex-patron de LR. Sicard et ses deux larrons finissent par atterrir en «apparentés» au groupe RN, qui n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Pendant ce temps, l'illiade continue de travailler à une «révolution conservatrice permanente à l'échelle européenne, loin des projecteurs médiatiques», selon les termes de Solenn Marty, cadre de l'institut dans une interview donnée début 2023 au magazine *Éléments*, un titre phare de la mouvance. Et la jeune femme, elle-même formée à l'institut, de préciser : «Si l'on considère, au regard de la situation française, qu'il faut une centaine d'hommes pour prendre le pouvoir et un millier pour l'exercer efficacement, alors être une petite avant-garde aujourd'hui a du sens et donne de l'espoir.» Ce qui est effectivement bien loin de la simple «association culturelle».

**MAXIME MACÉ,
NICOLAS MASSOL
et PIERRE FLOTTU**

media transports
Pour une publicité utile

**NOUVELLE AUDIENCE
NOUVELLE OFFRE**

20 millions

de Français fréquentent les métros, RER et Gares chaque mois*

MEDIATRANSPORTS leader français de l'affichage dans les transports

*réseaux publicitaires exploités par MEDIATRANSPORTS.
Plus d'infos sur mediatransports.com

Forces de l'ordre

Le grand amour d'unités françaises pour les brutaux bataillons du Brésil

ENQUÊTE

Entre camaraderie et échange de «techniques d'intervention», des agents du Raid, du GIGN mais aussi de la préfecture de police s'inspirent directement de leurs homologues de Rio ou de São Paulo, dont les sanglants bataillons des opérations spéciales «Bope».

Par
ISMAËL HALISSAT
et **FABIEN LEBOUQUÉ**
Dessin **HUGUES MICOL**

Dans une caserne d'un bataillon de la police militaire brésilienne, un policier parisien, Steve L., pose fièrement, devant un hélicoptère, avec le drapeau de son unité dans les mains. La photo est postée en juin 2022 par le compte Instagram de l'amicale de la compagnie de sécurisation et d'intervention de Paris (CS175), et likée par l'un des plus hauts responsables de la préfecture de police, le directeur de l'ordre public et de la circulation, Jérôme Foucaud. Le cliché est accompagné de cette légende : «Stage au Brésil pour l'un des effectifs de la CS175 avec pour objectif de savoir patrouiller dans des milieux à hauts risques (style favelas...)» Sur d'autres photos, publiées quelques jours plus tôt par le bataillon d'actions spéciales (Baep) de la police militaire de Campinas, près de São Paulo, on voit le même agent, patch «Police nationale» au bras, lors d'exercices avec cette unité.

Les polices militaires, propres à chaque Etat du Brésil, sont chargées de la sécurité publique. Elles comptent en leur sein des bataillons chargés des «opérations spéciales» qui accumulent les accusations de violences, d'exécutions sommaires et de bain de sang dans leurs opérations. Le plus connu d'entre eux est le «Bope», dont l'insigne représente une tête de mort plantée d'un poignard, sur fond de pistolets croisés. L'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, au pouvoir de 2019 à 2022, avait fait de ces bataillons un emblème de sa politique répressive. Dans un rapport consacré au Brésil, l'Observatoire de l'usage mortel de la force en Amérique latine et dans les Caraïbes a recensé plus de 5600 personnes tuées en 2022 par la police brésilienne, comme en 2021, et près de 6000 en 2020. En comparaison, on compte environ mille personnes tuées par an aux Etats-Unis et une trentaine en France. «Au Brésil, les policiers tirent d'abord et discutent après», illustre un ancien attaché de sécurité intérieure à l'ambassade de France au Brésil.

Que peut donc faire Steve L., agent à la CS175, dans un bataillon de police militaire brésilienne ? Contactée à ce sujet, la préfecture de police de Paris indique que ce stage, dont il était le seul participant, s'inscrit dans «une mission d'échange sur le thème des techniques d'intervention». Un voyage au Brésil de deux semaines, financé par les autorités du pays et le ministère français de l'Intérieur. Les liens entre la préfecture de police et le Brésil ne se limitent pas à ce stage. Un an plus tôt, en mai 2021, ce sont des agents des polices militaires de São Paulo qui avaient été accueillis à Paris. La délinquance, les lois et les pratiques policières en France et au Brésil ne sont-elles pas trop éloignées les unes des autres pour qu'un tel échange soit pertinent ? La préfecture de police n'a pas répondu à cette question.

TECHNIQUES DE PROGRESSION

Le cas de Steve L. et de la venue en France d'agents des bataillons des polices militaires de l'Etat de São Paulo n'est pas isolé. A de nom-

breuses reprises, des unités d'intervention tricolores ont traversé l'Atlantique pour participer à des formations dans le cadre diplomatique de la coopération sécuritaire. En 2009, d'après le journal brésilien *O Globo*, cinq hommes du Raid se rendent à Rio pour enseigner leur savoir-faire au Bope local, en prévision des grands événements sportifs des années suivantes : coupes des confédérations (2013) et du monde (2014) de football, et Jeux olympiques de Rio en 2016 - année durant laquelle des policiers de l'unité reviennent.

C'est en vue de cette dernière échéance que le groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) se rend, lui aussi, dans la deuxième ville brésilienne, en 2015. «On n'a pas de leçons à leur donner. On leur a apporté des éléments en plus, sur la libération des

«Le Bope nous a présenté des techniques de progression dans les favelas où il y a des imbrications avec la population et des problèmes de dommages collatéraux.»

Le responsable d'une unité du GIGN détaillant l'échange en 2015 à l'AFP

otages, le terrorisme», déclare alors le responsable de l'unité à l'AFP. Soulignant que l'apprentissage n'est jamais à sens unique : «Le Bope nous





a présenté des techniques de progression dans les favelas où il y a des imbrications avec la population et des problèmes de dommages collatéraux. » Les échanges prospèrent : à l'automne 2023, de nouveau, l'unité de la gendarmerie va former le Bope à São Paulo, ainsi que des policiers du dixième Baep. Sur sa page Facebook, le bataillon assure que « le partenariat entre la police militaire de São Paulo et la France dure depuis 1906 avec l'arrivée de la première mission française ».

Côté police nationale, on ne prétend pas à tant d'ancienneté, mais tout de même. « Cela fait trente-deux ans que nous partageons des informations avec les polices brésiliennes », déclarait ainsi à la presse locale l'attaché de sécurité de l'ambassade française lors d'un déplacement du Raid à Florianópolis en 2022, pour former le Bope de

l'Etat de Santa Catarina (dans le sud du pays), et son équivalent dans la police civile, la coordination des opérations spéciales (Core). Et d'expliquer : « Il est important d'avoir cet échange, les policiers de Santa Catarina connaîtront nos techniques, mais aussi deux policiers français apprendront la réalité de Santa Catarina. » Preuve que, là encore, la réciprocité est de mise. L'année précédente, la même opération s'était déroulée dans l'Etat du Ceará (nord), là encore avec la Core et le Bope locaux.

SALLE DE CONCERT ET TGV DÉSFFECTÉS

Les liens entre ces unités brésiliennes et la police française prennent aussi des formes moins officielles. Et si les unités d'intervention françaises se déplacent régulièrement au Brésil, elles savent aussi

rendre l'invitation. Ainsi, à l'automne 2022, plusieurs membres de polices civiles et militaires brésiliennes – notamment du Bope – sont venus en France pour participer à des exercices communs. Aux côtés d'opérateurs suisses et italiens, les Brésiliens ont été accueillis par des membres du Raid et du commando parachutiste de l'air n°10 (CPA 10), une unité de l'armée française spécialisée dans la libération d'otages.

Le programme de ces journées ? Un exercice dans la salle de concert lyonnaise du Trabendo ; un autre dans des TGV désaffectés sur un site exploité par l'entreprise Vinci dans l'Ain ; un autre encore dans des bus en Isère... Pour pratiquer le combat rapproché, la quarantaine d'hommes ont aussi pu utiliser les infrastructures du camp militaire de la Valbonne. Situé à 25 kilomè-

tres de Lyon, il est notamment le siège du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique. Sur la photo de groupe qui conclut cette semaine de formation, prise sur le toit d'une tour du quartier de la Part Dieu, les hommes en tenues noires ou en treillis, visages masqués ou floutés, tiennent des drapeaux. Celui du Brésil côtoie des patches français. Sont aussi déployés, entre autres, les fanions de la Core et du Bope de l'Etat du Pernambuco, sur lesquels les têtes de mort sont omniprésentes.

Cet échange international est patronné par la société Tribe Ops. Derrière ce nom et son symbole guerriers (un tomahawk et un crâne), on trouve le Brésilien Umberto Sampaio, qui revendique sur LinkedIn un passage dans la police de l'armée brésilienne, puis dans la Légion étrangère française pendant vingt ans. « Tribe Ops est un projet d'échanges entre les unités opérationnelles qui vise le partage d'expérience sur les plans tactiques, logistiques et humains, avec pour objectif d'optimiser la performance des opérateurs de ces unités. Le projet est né de conversations entre frères et camarades, sur la nécessité d'augmenter nos connaissances, en apprenant, en enseignant, en comparant ce que fait chaque unité », explique Umberto Sampaio, en portugais, face caméra, dans l'une des nombreuses vidéos promotionnelles de la formation lyonnaise de l'automne 2022. Ces clips sont produits par une autre entreprise, BlackFox Arts, derrière laquelle on retrouve, là encore, d'anciens légionnaires, dont Joab Costa Guimarães, surnommé « Jow », un autre Brésilien.

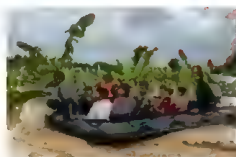
Sampaio et Costa Guimarães sont deux artisans actifs du rapprochement entre les bataillons les plus violents des polices brésiliennes et françaises. Avant Tribe Ops, le premier était à la tête de Storm Combat, qui réunissait déjà des opérateurs brésiliens et des policiers et militaires français pour des entraînements conjoints en France. Storm Combat et Tribe Ops sont toujours actifs au Brésil d'après leurs publications en ligne, et continuent d'y dispenser des entraînements à destination des polices militaires et civiles. Quant à « Jow », il a lui aussi pris part à la semaine de formation dans la région de Lyon. Le lobbying des deux hommes pour tisser des liens entre les polices militaires brésiliennes et la France ne s'arrête pas là. Ils ont aussi invité au Brésil un YouTubeur français et ancien gendarme, « Klaim ». Ce dernier a consacré une longue vidéo à sa journée passée avec le Bope de l'Etat de Bahia, et aux formations de Tribe Ops. Le contenu de sa chaîne est principalement à destination des forces de l'ordre. « On m'a proposé une expérience complètement folle, partir au Brésil pour filmer l'une des unités les plus prestigieuses du monde, la Bope », dit Klaim, de son vrai nom Clément Richard. « L'idée était d'échanger humainement et techniquement », ajoute le YouTubeur en introduction de sa vidéo.

Sampaio et Jow ont aussi dispensé leurs savoirs guerriers au sein de l'Institut français de sécurité, l'IFS. Le stand de tir de cette entreprise, dirigée par un autre ancien légionnaire, Tibor Vass, à qui *Libération* a déjà consacré plusieurs enquêtes, est très fréquenté par les forces de l'ordre françaises. Sur des images publiées par l'IFS on voit Umberto Sampaio et Jow poser sous toutes les coutures et mimer une progression tactique, lourdement armés et en treillis, patches de l'entreprise au bras. Et en 2020, le premier était photographié avec un autre formateur lors d'une « journée d'échange avec l'un des pelotons d'intervention du 1^{er} régiment d'infanterie de la garde républicaine » – une unité de gendarmerie qui a parmi ses prérogatives la sécurité de l'Elysée.

SYMBOLES PORTÉS PAR DES POLICIERS FRANÇAIS

L'imagerie d'une police violente face aux délinquants, véhiculée notamment par les Bope à coups de vidéos nerveuses vantant leurs opérations, s'invite parfois même sur les uniformes d'agents français. Ainsi, Franck Verriest-Correard, condamné à plusieurs reprises pour des faits de violence (il a écoupé d'une interdiction définitive d'exercer lors de son dernier procès, mais a fait appel de la décision), se mettait en scène avec l'insigne de cette unité alors qu'il était en poste à la brigade anticriminalité de Seine-Saint-Denis. Des agents ont aussi été photographiés en train de porter l'insigne au crâne du bataillon : en civil, devant le siège parisien de l'Inspection générale de la police nationale en 2019, ou lors d'une intervention à Marseille la même année. Et on retrouve l'emblème du Bope sur des objets vendus par la boutique Cops 13 (mug, pull...), qui propose du matériel à destination des forces de l'ordre.

Contacté à propos des échanges entre polices françaises et brésiliennes, le ministère français de l'Intérieur assure qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une convention de coopération en matière de sécurité publique signée entre les deux pays. « Le Raid et le GIGN bénéficient d'une grande renommée au Brésil, indique le service de presse du ministère dans une réponse écrite. De leur côté, les unités d'intervention spécialisées du Brésil font face à des phénomènes criminels d'une particulière intensité. » Le ministère explique que cette coopération a pour but de « promouvoir un règlement non létal des situations de crises même les plus extrêmes ». Dans cette réponse, la place Beauvau se borne donc aux formations organisées au Brésil, et ne dit rien de la venue de policiers militaires brésiliens en France, ni du rôle dans ces relations de la société Tribe Ops. Son fondateur, Umberto Sampaio affirme seulement qu'« à la demande des unités, les détails des événements sont confidentiels » et indique qu'il ne travaille désormais plus à l'IFS. Joab Costa Guimarães n'a de son côté pas donné suite à nos sollicitations. ♦

**LIBÉ.FR****Super typhon Yagi : 113 morts en Birmanie et 430 en Asie**

du Sud-Est Selon les autorités, la tempête tropicale qui sévit dans la région depuis le week-end dernier a fait au moins 113 morts et 320 000 déplacés en Birmanie. Quatre fois plus si l'on intègre les victimes au Laos, en Thaïlande et au Vietnam. PHOTO AFP

**LIBÉ.FR****Typhon Bebinca: Shanghai boucle ses deux plus**

grands aéroports La Chine se prépare à de fortes pluies alors que le typhon Bebinca s'approche de la ville la plus peuplée du pays et que son arrivée coïncide avec un jour férié où 74 millions de voyageurs pourraient se déplacer. PHOTO AFP



Dans le quartier de Hutteldorf, à Vienne, dimanche. PHOTO GEORG JOCHMUTH APA AFP

À Vienne aussi, la situation empire. Si le Danube ne déborde pas, deux rivières qui traversent le territoire communal, la Vienne et la Liesing, sont sorties de leur lit dimanche. Un petit nombre de résidents du sud-ouest de la ville ont dû quitter leurs maisons. Plusieurs routes sont coupées; l'eau s'est également infiltrée dans le métro, où le trafic est partiellement suspendu sur quatre lignes. Trois arrondissements subissent des coupures de courant.

Calmé étonnant. Pourtant, s'ils tournent le regard vers le reste du pays, les Viennois peuvent sans doute s'estimer heureux. Loin à l'ouest, dans le Tyrol, la neige et le vent ont forcé les sauveteurs à abandonner les recherches après qu'un randonneur a été emporté par une avalanche. Mais la situation est surtout critique dans la Haute-Autriche voisine. Dimanche après-midi, les médias rapportent que les secours, débordés, ont placé 2 000 appels à l'aide sur liste d'attente.

*«On dit que c'est une crue comme il n'en arrive que tous les demi-siècles. Pourtant, c'est déjà la troisième du genre qui nous submerge depuis 2002», note Plamen Georgiev. Sur une berge de l'île du Danube, le gérant de la Taverne de Socrate est occupé à stocker le matériel informatique de ce restaurant grec sur les plus hautes étages de son bureau, au cas où le cours du *Neue Donau* monterait davantage. Alors que sa terrasse est déjà inondée et que l'eau glacieuse continue de monter, le gérant fait preuve d'un calme étonnant.*

«La taverne va de toute façon baisser définitivement le rideau en octobre, comme tous les restaurants et bars de ce secteur de l'île», souffle-t-il. Il ne prendra donc pas la peine de rouvrir après le reflux des flots. La municipalité a ordonné la fermeture de ces établissements parce qu'ils sont implantés dans une zone inondable, explique Plamen Georgiev.

La tempête Boris frappe l'Autriche, l'île du Danube pare au déluge

Alors que l'Europe centrale est touchée par de graves inondations, la zone de loisirs des Viennois est renvoyée à sa fonction de digue.

Par **CÉLINE BÉAL**
Correspondante à Vienne

Un tronc d'arbre et des citrouilles par dizaines surnagent dans l'eau qui s'engouffre avec fracas entre les piles du barrage. Alors que la tempête Boris fait des ravages partout en Europe centrale depuis samedi, avec une personne décédée en Autriche, six en Roumanie, une en Pologne et quatre autres portées dispa-

ruées en République tchèque, les pluies torrentielles qui frappent l'est de l'Autriche depuis jeudi ont balayé les champs en amont. La Basse-Autriche, région limitrophe de Vienne, a été déclarée, dimanche, sinistrée dans sa totalité. Le bassin viennois sombre peu à peu dans la catastrophe et la sécurité des deux millions d'habitants de la capitale se joue à la pointe nord-ouest de l'île du Danube.

Cette langue de terre, qui s'étend sur 21 kilomètres entre le Danube et un bras de décharge appelé *Neue Donau* (Nouveau Danube), est l'élément central du système de protection contre les inondations à Vienne. L'île est une gigantesque digue, construite lors de grands travaux

de régulation du fleuve entre 1972 et 1988, après une inondation mortelle en 1954. Pour protéger la ville, les responsables viennois choisirent de creuser le *Neue Donau* et d'ériger cette île artificielle.

Ce week-end, au déversoir de Langenzersdorf, les barragistes se relaient deux par deux toutes les vingt-quatre heures. Le Danube a atteint le niveau critique de six mètres, et ils ont enclenché le protocole anti-inondation samedi après-midi : d'abord, ouvrir progressivement les vannes du barrage, pour dériver une partie des eaux grises arrivant de l'ouest vers le bras de décharge; ensuite, contrôler le débit jusqu'à la fin du déluge, pas prévue avant mercredi.

L'HISTOIRE DU JOUR

L'écran de contrôle affiche, dimanche matin, des eaux s'écoulant à 7207 m³/s dans le Danube et 2080 m³/s dans le bras de décharge. «Le pic n'est pas encore atteint. C'est une crue trentennale ou cinquantennale», anticipe le chef des opérations. Franz Unger est fier du système qui permet à Vienne de faire face aux menaces du Danube. «Ses concepteurs étaient des visionnaires», affirme-t-il. Non seulement cet aménagement est calibré pour des crues telles qu'il n'en revient que tous les cinq mille ans, mais ils ont en plus eu la bonne idée de faire de l'île une véritable oasis pour les loisirs des habitants. En temps normal, l'île du Danube est un haut lieu de la *dolce vita* à la viennoise. A cinq arrêts de métro de «l'ultra-centre, on s'y baigne

dans les eaux pures du *Neue Donau*, on y pratique le ski nautique et le pédalo, le barbeque et le naturisme. Cet usage de loisir est si ancré que certains intrépides n'ont pas renoncé à leur sortie dominicale sur l'île boisée. «À leurs risques et périls», soupire un employé communal réquisitionné pour le week-end.

Mine sombre. Trois pompiers volontaires viennent aussi aux renseignements. Depuis la veille, ils enchaînent les interventions. Dans leur secteur au nord-ouest de Vienne, ils «arrivent encore à répondre à tous les appels», selon le commandant Stefan Janoschek. Alors qu'un collègue a perdu la vie la veille en Basse-Autriche, les trois hommes de la *Feuerwehr* ont la mine sombre.



LIBÉ.FR
Au marché de gros de Tokyo, la chair de rorqual commun fait le plein Pour la première fois en un demi-siècle, la viande de ce cétacé, deuxième plus grand mammifère vivant sur la planète, est arrivée dans le commerce japonais. Restaurants, cantines, nourriture pour animaux... Le pays succombe à la chair de cette baleine striée, pourtant protégée à l'étranger. Lire le reportage de notre correspondante à Tokyo. PHOTO AFP

12 millions

de vues sur YouTube: quelques heures à peine après la mise en ligne en accès libre, samedi, de *Katzen*, le documentaire de 2h26 sur l'ascension de l'Everest et l'Himalaya serpenté désormais de la plus haute montagne de la planète, à 8848 mètres d'altitude, un an à peine après avoir mis pour la première fois des crampons et gravi ses premiers sommets dans les pas de son guide de haute montagne, Mathis Dumas. C'est une ode à la volonté, à la confiance en soi et à l'ambition individuelle. Si Inoxtag se défend de nombreuses reprises dans le documentaire de vouloir passer pour un héros, tout le film est néanmoins bâti sur son parcours présenté comme exceptionnel.

C'est un récit en images, souvent très belles, du parcours accéléré du jeune, charismatique et sincère Inès Benazzouz, 22 ans, natif de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui parvient au sommet de la plus haute montagne de la planète, à 8848 mètres d'altitude, un an à peine après avoir mis pour la première fois des crampons et gravi ses premiers sommets dans les pas de son guide de haute montagne, Mathis Dumas. C'est une ode à la volonté, à la confiance en soi et à l'ambition individuelle. Si Inoxtag se défend de nombreuses reprises dans le documentaire de vouloir passer pour un héros, tout le film est néanmoins bâti sur son parcours présenté comme exceptionnel.

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#).

Les 5 moments forts de la parade des champions sur les Champs-Élysées

Cette fois ça y est, les Jeux, c'est vraiment fini. Commentés sous des trombes d'eau, les XXXIII^e olympiades se sont conclues samedi sous un ciel bleu, le temps d'un dernier après-midi de fête puis d'une soirée pour revivifier les meilleurs moments de l'été. Il y avait évidemment des «Léon» (Marchand), «Félix» (Lebrun), «Antoine» (Dupont) mais aussi des «Aurélien» (Aubert), beaucoup de «Marie-Jo» (Pérec), Des «Tony» (Estanguet), mais peu d'«Emmanuel» (Macron) ou de «Michel» (Barnier). Il y avait des centaines de supporters en bleu-blanc-rouge, des nuées de phryges et un dernier envol de la vasque.

1 Teddy Riner champion d'Europe national du Mérite
Fait-ce en raison de sa décoration pas comme les autres que Riner était le seul athlète à porter un costume bleu foncé? «Merci merci merci», lance le judoka à la foule qui hurle «Teddy, Teddy, Teddy!». Samedi, il était la star parmi les stars. Doré à Londres (2012), Rio (2016) et Paris (2024), le mythe français du judo, déjà distingué chevalier (2013) et officier (2021) de

la Légion d'honneur, était le seul à être en mesure d'être promu au grade de commandeur de l'ordre national du Mérite. Avant cela, il a fallu faire la bise au Président, lequel n'a pu s'empêcher de lui remettre sa cravate. Avant de lui remettre la distinction sous l'Arc de Triomphe, au milieu des autres médaillés.

2 Le défilé, encore trop court
Il y avait pourtant eu le précédent de 2018, lorsque le bleu transportant les Bleus du foot champions du monde, sur ces mêmes Champs, était passé vitesse grand V sur l'arcère, suscitant la détrese du public, qui avait patienté des heures pour ne profiter que quelques minutes. Cette fois, le catwalk de 280 m de long sur lequel ont défilé les athlètes devait rendre la parade bien plus longue afin que le public en prenne plein les mirettes. En réalité, ce fut encore un peu court. Et s'il était impossible de loupier le grand Teddy, certains ont peiné à reconnaître Léon Marchand ou Antoine Dupont au milieu de la centaine d'athlètes portant le même survêtement blanc siglé Equipe de France.

3 La joie et... la nostalgie des athlètes
Ils ont adoré. Médaille soigneusement disposée dans la poche gauche, l'escrimeur Enzo Lefort valide le défilé: «Ça prolonge la fête et ça détend. On voit ça comme une occasion pour les personnes qui n'ont pas pu goûter à la magie des Jeux d'avoir son essence la plus pure», s'enthousiasme le médaillé de bronze en fleur par équipes. «On est très émus. On attendait les Jeux depuis des années. Il y a eu un grand scepticisme auprès de la société française et des athlètes. De finir cette fête avec tout le monde, c'est génial», souriait Nella Barbosa, en argent en para-canoe, qui ressent déjà beaucoup de nostalgie. «Je me rends compte de la chance que j'ai, à quel point ça va marquer ma vie.»

4 Le public français, toujours au top
Les 70 000 personnes tirées au sort pour participer gratuitement à l'événement ont été à la hauteur. Nana exulte. La femme de 23 ans, consultante en IA et venue de Vélizy (Yvelines) a «profité à fond». «On a vibré avec les athlètes olympiques et paralympiques, cer-

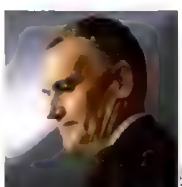
tains avec des histoires incroyables», se souvient celle qui a constamment «rafrâchi» la page de la mairie de Paris dès l'ouverture de la billetterie afin d'avoir un siège pour la parade. «C'était impossible que je ne sois pas là!» Nicolas, 47 ans, ne pouvait pas manquer le cortège avec ses deux filles: sa femme déambule avec les volontaires. «C'est l'aboutissement de deux mois de travail pour elle. Ça a été un gros sacrifice pendant cette période avec des horaires de nuit. C'est une jolie reconnaissance. C'est un beau symbole.»

5 L'émotion de Marie-José Pérec
«Marie-Jo! Marie-Jo!» Impossible pour le quidam agglutiné derrière les tribunes de louper Marie-José Pérec sur les Champs. Affublée d'un costume rouge, la championne olympique, ultime porteuse de la flamme lors de la cérémonie d'ouverture, a monopolisé l'attention autant qu'elle a profité de l'événement. «Il faut qu'on garde en tête ces moments», a insisté la Guadeloupéenne, tout en s'adressant aux athlètes. «C'était fabuleux, merci.»

ROMAIN MÉTAIRIE

L'ex-député européen Arnaud Danjean rejoint Michel Barnier à Matignon

On l'attendait plutôt sur un portefeuille régalién. Mais c'est à Matignon que l'ex-député européen Arnaud Danjean va atterrir à un poste très politique de «conseiller spécial». «Le Premier ministre me demande de lui apporter, sur tous les sujets qu'il juge utiles, une appréciation politique et personnelle dont il fera ce qu'il veut mais qui repose sur une confiance éprouvée depuis plus de vingt ans», explique au *Figaro* l'homme de 53 ans qui avait arrêté sa carrière politique à la fin de son mandat à Strasbourg à l'issue des européennes de juin. Ce spécialiste des questions de défense – il a été en poste

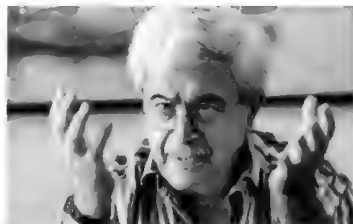


pour la DGSE dans les Balkans pendant et après la guerre en Bosnie –, qui a déjà accompagné Barnier dans un cabinet ministériel – en 2005, où il était chargé des Balkans et de l'Afghanistan – est censé apporter un appui politique à un Premier ministre qui va

devoir composer entre plusieurs composantes du camp présidentiel et résister aux ambitions au sein de LR. Ex-conseiller régional en Bourgogne, le natif de Saône-et-Loire dit aussi vouloir apporter son «ancrage provincial, de façon à ne pas être prisonnier d'un prisme parisien parfois excessif chez les responsables». Dans l'attente de l'annonce du gouvernement, promis par pour cette semaine, Barnier compose un cabinet qui prend des allures de reconstitution d'une droite pré-macronienne. Outre le directeur de cabinet, Jérôme Fournel – passé des cabinets Raffarin et Villepin

avant de rejoindre Gérard Darmanin à Bercy en 2017 puis Bruno Le Maire au début de cette année – et l'ancien préfet de Paris et ex-délégué interministériel aux grands événements sportifs, Michel Cadot, entré comme conseiller – et qui a été directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie et Brice Hortefeux à Beauvais – le chef du prochain gouvernement a choisi Romain Marleix (fils de l'ex-ministre Alain Marleix et frère de l'ex-patron des députés LR, Olivier Marleix) pour assurer la fonction stratégique de conseiller parlementaire. Un petit monde.

LILIAN ALEMAGNA



Mort de l'écrivain libanais Elias Khoury

Il a continué à écrire jusqu'à son dernier souffle, malgré ses souffrances. L'écrivain libanais est mort dimanche à 76 ans à Beyrouth où il était hospitalisé depuis plusieurs mois, des suites d'une longue maladie, ont annoncé des sources proches de sa famille à l'AFP. Son œuvre, qui aborde les thèmes de la mémoire, de la guerre et de l'exil, a été traduite dans de nombreuses langues. L'un de ses romans les plus connus, *La Porte du soleil*, qui relate la tragédie de la Nakba, le départ forcé des Palestiniens de leurs terres lors de la création de l'Etat d'Israël, a été adapté au cinéma par l'Egyptien Yousry Nasrallah. PHOTO AP



LIBÉ.FR

Quand la Turquie se prend de passion pour la rhinoplastie : «Aujourd'hui, on change de nez comme de coupe de cheveux»

Les femmes turques, et quelques hommes, sont toujours plus nombreuses à transformer leur nez aquilin en un nez petit, droit et retroussé, symbole de prestige social et d'européanité. Lire le reportage de notre correspondant à Istanbul. PHOTO GETTY IMAGES

Attentat de «Charlie Hebdo»: Peter Cherif aux assises

Le vétéran du jihad français devra notamment se justifier, dans son procès qui s'ouvre ce lundi, sur ses années au Yémen et son rôle auprès de Chérif Kouachi, un des assassins de l'attaque de 2015.

Par
JULIETTE DELAGE

Le plus souvent, Peter Cherif n'a rien dit. «Il ne souhaite pas s'exprimer sur ces faits», conserve à plusieurs reprises «un silence absolu», note l'ordonnance de mise en accusation (OMA) de ce vétéran du jihad français, jugé à partir de ce lundi à Paris devant la cour d'assises spécialement composée, compétente en matière de terrorisme. En octobre 2020, quand son visage apparaît sur l'écran de visioconférence du procès des attentats de janvier 2015, où il était entendu comme témoin depuis sa maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, dans les Yvelines, il se contente de réciter une sourate du Coran et de prononcer ces quelques mots: «On m'a forcé à venir ici pour une affaire avec laquelle je n'ai rien à voir. Je ne répondrai à aucune question.» La déception est immense. Ami d'enfance des frères Kouachi, auteurs de la tuerie de Charlie Hebdo neutralisés par les forces de l'ordre deux jours après l'assaut, Peter Cherif est alors soupçonné d'être l'un des rouages essentiels de leur projet terroriste.

Interpellé en 2018 à Djibouti, il était trop tard pour qu'il puisse comparaître aux côtés des autres accusés de ce procès. C'est désormais son tour

de prendre place dans le box. Poursuivi pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle», il devra répondre de son séjour dans les rangs d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (Aqpa) au Yémen, entre 2011 et 2018, et du rôle qu'il y a tenu pendant le passage de son ami Chérif Kouachi, au cours de l'été 2011, avant que ce dernier ne reparte en France organiser l'attentat contre Charlie Hebdo. En parallèle, il devra aussi s'expliquer de la séquestration en bande organisée de trois humanitaires français, restés otages d'Aqpa au Yémen pendant plus de cinq mois, entre fin mai et début novembre 2011. A moins qu'une fois de plus, Peter Cherif, 42 ans aujourd'hui, ne reste cloîtré dans son mutisme. Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

«Fortuitement», Peter Cherif, né à Paris, a grandi dans le XIX^e arrondissement de la capitale, avec les frères Saïd et Chérif Kouachi. Ils se radicalisent ensemble, avec d'autres jeunes du quartier, autour de la figure de Farid Benyettou, charismatique prédicateur islamiste, et forment peu à peu la filière dite «des Buttes-Chaumont», qui achemine des candidats au jihad en Irak. Peter Cherif, qui se fait désormais appeler Abou Hamza, part pour la première fois en 2004. Armé d'une kalachnikov, il parti-

cipe aux combats sur zone dans les rangs d'Al-Qaïda, avant de se faire capturer par les Américains dans les ruines de Falloujah.

Condamné à quinze ans de prison par la justice irakienne, il parvient à prendre la fuite, direction la Syrie, où il se présente, le 7 février 2008, à l'ambassade de France à Damas. Extradé vers la France, il y est alors mis en examen pour «association de malfaiteurs terroristes». Le contexte sécuritaire et les usages juridiques sont alors radicalement opposés à ceux que nous connaissons aujourd'hui: fin 2009, Peter Cherif est placé sous contrôle judiciaire et peut ainsi comparaître libre à son premier procès en janvier 2011, au cours duquel il se présente comme repent.

Mais deux jours avant sa condamnation à cinq ans de prison, Peter Cherif disparaît. En passant par la Tunisie, pays d'origine de sa mère, puis par Oman, il débarque au Yémen, où il restera sept ans, au cours desquels il parviendra même à faire venir sa femme, Souleïf A., morte en France en août 2022 d'un cancer généralisé, à 37 ans. Ce sont les problèmes de santé de son épouse qui auraient poussé le couple et leurs deux enfants, nés en 2014 et 2015, à quitter le Yémen pour Djibouti, en septembre 2018. Ils y seront arrêtés et expulsés vers la France trois mois plus tard.

Comme Peter Cherif a été interpellé à Djibouti en 2018, il était trop tard pour que cet ami d'enfance des frères Kouachi puisse comparaître aux côtés des autres accusés du procès de l'attentat de «Charlie Hebdo».



Peter Cherif lors de son extradition depuis Djibouti, en décembre 2018. PHOTO AFP

Il est établi que Chérif Kouachi a rejoint le Yémen pendant l'été 2011, avec un autre jihadiste français, Salim Benghalem. Quelques mois après les attentats de janvier 2015, la revue de propagande jihadiste *Inspire* publie un article intitulé «Charlie Hebdo, military analysis», dans lequel Aqpa, qui a revendiqué l'attentat, explique que «la direction centrale» avait choisi la cible, «préparé et formé» Chérif Kouachi sur zone, rappelle l'OMA. Quel rôle Peter Cherif a-t-il joué dans cette préparation? Depuis sa mise en examen, il continue de nier en bloc la moindre connaissance du projet, répète que, s'il a bien croisé son ami à deux reprises au Yémen, c'était «fortuite-

ment». «Il faut vraiment avoir vécu dans l'organisation pour comprendre comment les informations doivent circuler. Chérif et Salim ne savaient pas ce que je faisais, je n'avais pas à savoir ce qu'ils faisaient», déclare-t-il aux enquêteurs en juin 2021, alors qu'il accepte «d'apporter certaines réponses», désireux d'obtenir un transfert de détention à Marseille pour être plus proche de sa femme et de ses enfants.

«Pas crédible». Mais pour les magistrats antiterroristes, «le caractère accidentel de la rencontre» entre les deux hommes au Yémen «n'est pas crédible». Peter Cherif aurait, selon eux, «facilité l'intégration au

sein d'Aqpa d'un des frères Kouachi, très probablement Chérif». Par ailleurs, l'OMA souligne notamment «le maintien des contacts en septembre 2011», par mail, de Peter Cherif et Chérif Kouachi, «confirmant le caractère opérationnel de ces contacts et la connaissance qu'avait le premier du projet confié au second. Peter Cherif reconnaît en revanche avoir «participé aux activités militaires» d'Aqpa au Yémen, insistent les juges dans l'ordonnance, «en ayant notamment combattu "brève-ment"» et en ayant «contribué à la fabrication d'engins explosifs improvisés, à la recherche de cibles pour les attentats...» Le verdict est attendu le 4 octobre. ➤

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Funk - Soul - Funk
- House - World - Afrique, Antilles, Maghreb - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines H-Fi - Amplis - Cassettes - DJ - Jeux Vidéo - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant

porcelaines, statues, vases, boudhas,
mobiliers, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une semaine dans

Libération

Vous avez envie à l'internet ?

http://www.libe.com

LIVRES - REVUES

Agénès et Docteur... Alain VINSON.
Qu'est-ce, Docteur, quel est ce 10 ans,
professeur
de philosophie LACIN
et...
A la disposition de ses anciens élèves
(et de leurs amis) en PDF et/ou en CD
http://www.alainvinson-philosophie.fr
en PDF et/ou en CD
La collection a été
révisée et complétée
les nombreux articles qu'il a publiés
dans différents revues
de philosophie
et d'ethnologie (Revue de philosophie,
Revue de métaphysique et de morale,
Revue de philosophie, etc.)

Retrouvez
tous les jours
les bonnes
adresses de

(cours, association,
enquête, casting,
déménagement, etc.)

Contactez-nous
Professionnels, 01 87 39 80 20
Particuliers, 01 87 39 82 95
ou repertoire-libe@teamedia.fr



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. 01 86 47 88 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 562 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris 382 028 199

Principal actionnaire
Presses Indépendantes SAS

Coéditeurs
Doy Allon,
Amandine Barcou-Romeu
Directeur de la publication
Doy Allon

Directeur de la rédaction
Doy Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Bacquembourg
(spécial), Frédéric
Benoist (général),
Laure Bretton (JO), Gilles
Diers (pilotes web),
Christian Lissou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alerme (France),
Anne Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delaunay-Stulper
(mode), Fabrice Drouzy
(environnement),
Younis Duval (forums),
Mathieu Ecochier (dées),
Guillaume Girard
(modes de vie),
Cédric Mathot
(cinéma),
Carmela Paganini (actu),
Dubé Piron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine 2846
tél. 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libe plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publinfo@liberation.fr

PETITES ANNONCES
à CARTEL
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Mid-Print (Gallargues)
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Nancy),
CILA (Hénin)
Imprimé en France

ACPM
Membre de l'ACPM
CPPAP 1125 C 80064
ISSN 0335-1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Éco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'écoblanchiment :
PFI 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour punir un journaliste
par mail : trahit@liberation.fr
premon.ncm@liberation.fr

SUDOKU 5375 MOYEN

			6	1	9		2
6		9	2	7			
			3	8		5	
5	4				2	3	
9	7		3	1	4		
	2	1	9			7	8
1	6		8	2	5		
			9	1	3	5	
		9	7	4			

SUDOKU 5375 DIFFICILE

3	6	9			4	5	
1					6		
2		5				3	4
	7		8	1			3
			9	2			
6				5	8		
8	1			6			5
7	3					6	
		6	2		7	8	



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

9	3	6	7	8	9	1	2	4
4	8	2	1	4	5	6	7	9
1	9	7	2	4	5	6	3	8
6	4	1	3	5	2	8	7	9
9	2	5	8	7	1	4	6	3
8	7	9	6	4	2	1	3	5
7	6	4	9	1	3	8	5	2
5	8	6	2	7	3	4	1	9
2	1	3	4	5	9	7	8	6

DIFFICILE

9	4	2	3	5	7	8	6	1
7	8	1	4	9	3	5	2	6
6	3	7	9	1	4	5	2	8
1	6	5	2	3	5	7	8	4
5	2	4	8	7	9	1	3	6
4	9	3	6	8	1	2	7	5
6	7	8	5	4	2	1	3	9
2	1	5	7	9	3	6	4	8

LUNDI 16

Temps nuageux au Nord-Est
de la Loire. Ciel lumineux bien
que voilé au Sud. Mistral persistant
en Méditerranée mais bien moins
fort que la semaine passée.

EN SOIRÉE Temps humide
avec quelques brouillards au Nord-Est,
sec ailleurs.

MARDI 17

Un beau temps devrait persister
avec une fraîcheur matinale
et un léger redoux l'après-midi.

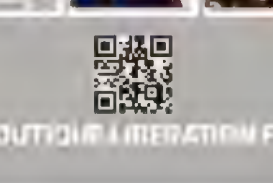
EN SOIRÉE Temps sec et frais.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONTRE	MIN	MAX
Lille	12	19	Lyon	10	17	Alger	16	25
Caen	11	18	Bordeaux	10	20	Berlin	13	18
Brest	13	19	Toulouse	9	20	Bruxelles	11	19
Nantes	9	20	Montpellier	10	25	Jérusalem	20	26
Paris	8	19	Marseille	12	24	Londres	12	20
Strasbourg	10	16	Nice	17	23	Madrid	14	29
Dijon	9	17	Ajaccio	14	22	New York	14	23

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collectors sur
notre boutique



IDÉES/

«La culture du viol est une culture du secret»

Au procès des viols de Mazan, entamé le 2 septembre, la principale accusée ne devrait pas être la soumission chimique mais la domination masculine qui fait du corps de la femme un objet, explique le journaliste Félix Lemaître qui vient de consacrer un livre à ce type d'affaires.

Recueilli par
CLÉMENCE MARY
et **ANASTASIA VÉRIN**

Comment près d'une centaine d'hommes se sont-ils autorisés à violer une femme inconsciente, droguée par son mari ? C'est l'une des questions centrales posée par le procès de Dominique Pelicot dit des viols de Mazan, qui se tient actuellement en public à Avignon. Ce désir pour le corps féminin inerte n'a rien d'exceptionnel, nous apprend Félix Lemaître dans *La Nuit des hommes. Une enquête sur la soumission chimique* (JC Lattès), récit d'une quête vivante et documentée inspirée du journalisme gonzo. C'est partant sur les traces de sa propre construction en tant qu'homme, et de toute une série d'affaires, à commencer par celles des piqûres sauvages en 2022, qu'il en arrive à cette conclusion : ce désir de posséder une femme inanimée n'est pas le fruit de quelques cerveaux malades, mais s'inscrit dans la domination masculine la plus banale, nos représentations culturelles, une culture du viol dans laquelle tous les hommes grandissent et qu'il convient de questionner de toute urgence.

Quel regard portez-vous sur le traitement médiatique du procès Pelicot ?

Malheureusement, il ramène tout à la figure du monstre et n'est pas à la hauteur. Ce devrait

être le procès de la domination masculine plus que de la soumission chimique, qui n'est qu'un moyen de la première. Ce glissement risque de circonscrire cette pratique. On entend beaucoup qu'il s'agit d'un procès «hors normes», par son nombre d'accusés, le nombre de viols et le temps très long – dix ans – du supplice de la victime. On en revient au tropisme des médias pour les *serial violateurs*, à l'instar des *serial killers*, qui suscitent une fascination morbide. Les chiffres sont mis en avant tels des scores, emmenant l'affaire vers l'extraordinaire. Or les ingrédients de cette affaire sont banals, proches de nous.

Peut-on dresser un profil type de l'agresseur qui utilise la soumission chimique ?

Il n'y en a pas. On a tendance à l'attribuer aux marginaux, à des individus qui rôdent dans les ruelles, les fêtes et les clubs. Ce qu'on voit avec le procès Mazan, c'est que ce sont aussi des gens insérés socialement, souvent connus des victimes. Toutes les classes sociales sont concernées, y compris les hautes sphères de pouvoir, des hommes politiques comme Damien Abad, multi-accusé de viols sous soumission chimique ou l'ancien directeur de l'Institut Montaigne Laurent Bigorne, condamné pour avoir drogué une collègue pour abuser d'elle. Concernant Dominique Pelicot, les experts psychiatres parlent de personnalité perverse, à tendance nécrophile. Je ne crois pas qu'on ait affaire à un club de nécrophiles dans ce cas. Dans la domination masculine, la fascination pour le corps inanimé de la femme apparaît comme le



INTERVIEW

moyen le plus simple pour disposer de son corps. Il y a une objectivation du corps de la femme, dont le propriétaire serait l'homme. **Quel lien faites-vous entre le procès Mazan et le monde de la nuit sur lequel vous avez enquêté ?**

Il faut avoir en tête que 42,6% des cas de soumission chimique ont lieu dans un contexte privé, seuls 19,5% prennent place dans un contexte festif si on reprend les données de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pour 2021. Quand je commence mon enquête,



l'attention médiatique est focalisée sur l'affaire des piqûres dans les concerts. Mais progressivement, mon prisme s'élargit sur toute la société, la domination masculine et la quête du corps inanimé. La soumission chimique n'est qu'une manifestation extrême d'une domination ordinaire, d'une culture et d'une socialisation banale. Par mes souvenirs et mon expérience, j'en arrive à réfléchir à la socialisation des garçons dans l'enfance, puis au rapport des hommes à la fête. J'ai compris que les hommes et les femmes n'en faisaient pas la même expérience. L'insouciance reste un privilège masculin.

Vous pointez également la banalité des substances utilisées...

D'après les chiffres de l'ANSM pour 2021, 56% des cas de soumission chimique sont le fait de médicaments, que ce soit les benzodiazépines, mais aussi les antihistaminiques et les opioïdes. Des substances légales, comme l'alcool, présentes dans nos amours à pharmacie : des somnifères, des anxiolytiques ou des substances contre les allergies... En deuxième position, vient la MDMA, puis l'alcool, qui est aussi le principal vecteur de soumission chimique,

car c'est là qu'on cache la drogue, et le facteur numéro 1 de vulnérabilité.

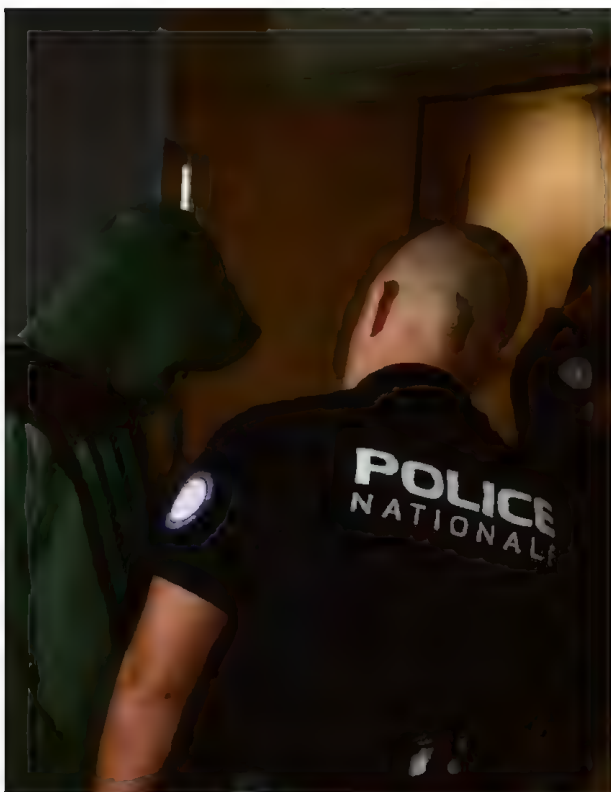
Qu'est-ce qui autorise des hommes à disposer du corps inerte d'une femme ?

Ce désir d'un corps inanimé n'est pas une névrose psychique, mais une construction sociale. Le sentiment d'impunité joue : 0,6% des plaintes pour viol ou tentative de viol amènent à une condamnation selon l'enquête de victimisation Insee « Cadre de vie et sécurité ». J'ai rencontré le directeur d'un centre ressource pour les intervenants auprès des auteurs de violences sexuelles (Criav) qui m'explique que les agresseurs n'ont pas conscience d'être des agresseurs. Ils sont surpris et déconnectés, ne comprennent pas de quoi ils sont accusés. Pour eux, c'est un problème de compréhension, c'est le jeu de la séduction. Ils ont intériorisé le principe d'une dette sexuelle, qui consiste à croire qu'on a un droit sur une femme parce qu'on lui a payé un verre. L'agresseur a l'impression d'être dans son droit et l'exercice de sa liberté.

Il y a quand même une différence entre un agresseur qui drogue une personne avec l'intention de la violer et un verre

Au palais de justice d'Avignon, l'arrivée de certains accusés du procès des viols de Mazan, le 10 septembre.

PHOTO CHRISTOPHE SIMON APF



d'alcool qu'on offre dans une soirée ?

C'est une question de rapport de pouvoir et de domination. Offrir un verre à l'air innocent, mais certains hommes insistent, alors qu'ils sont conscients que leur interlocutrice a déjà bien bu et que dire non est compliqué. Le don installe une asymétrie difficile à gérer pour la victime, il y a un aspect monétaire dans le fait de payer un verre, qui instaure une sorte de dette sexuelle. La masculinité est très liée à l'alcool et aux drogues. C'est une forme de dopage qui mène à des conduites à risques. Tous les hommes alcoolisés ne sont pas des vio-

leurs, mais il reste cette réalité d'un rapport de pouvoir : un homme sous substance a plus de chance de violer alors qu'une femme sous substance a plus de chance d'être violée. Ce sont les rapports de genre qui ont le dernier mot. Et au niveau de la justice, si un agresseur alcoolisé profite d'une femme qui a bu, c'est considéré comme une circonstance aggravante, mais dans l'opinion publique, c'est l'inverse. Pour l'agresseur, avoir bu de l'alcool sera déresponsabilisant tandis que la consommation d'alcool sera perçue comme un surcroît de responsabilité chez la victime.

Qu'est-ce qui favorise, selon vous, cette culture de la soumission chimique ?

En changeant de regard, j'ai redécouvert toute une pop culture en la matière, notamment les *teen movies*, révélateurs de ce qui se passe sur les campus américains où des fraternités ont invisibilisé de nombreux viols. Ce sont des films présentés comme des comédies, comme *American Pie* ou *SuperGrave* où deux gentils garçons font boire des filles pour coucher avec elles. Le genre a évolué, mais reste important. Dans le rap, un rappeur comme Ceelo Green ne se contente pas de l'assumer ouvertement dans ses chansons, il a aussi réellement abusé de femmes en les droguant. Cela s'inscrit dans une culture du viol plus large.

Sans compter le porno qui contient des sous-genres où la femme est endormie. La représentation du viol y étant interdite, la soumission chimique ou par la consommation d'alcool est suggérée, par une bouteille posée dans le décor par exemple. Chez les adolescents, le test du time freeze permet de mesurer l'ampleur du fantasme. S'ils pouvaient arrêter le temps et faire ce qu'ils veulent, ils disposeraient des corps féminins figés. La soumission chimique n'est forcément présente directement, mais elle est partout derrière cet imaginaire.

Vous évoquez également la socialisation des garçons qui banalise l'objectivation des femmes et leur prédation...

Dès le collège, le regard des garçons est formaté, il y a une pression sociale à scruter le corps des femmes, une sorte d'émulation étrange entre garçons pour repérer et échanger sur les moments et les endroits où l'on pourra voir des parties de leur corps. Certains peuvent se mettre à suivre une fille dans la rue, la regarder sans qu'elle le sache. Ce regard de prédation est complètement banalisé, sans que l'on s'en rende compte. Ces comportements sont un début d'objectivation de la femme. Et cela passe à un cran supplémentaire quand la fête arrive dans la vie des garçons.

On va alors commencer à chercher des failles dans le camp adverse, à vouloir abattre une défense pour arriver à ses fins. La soumission chimique peut être une arme dans cette guerre des sexes qu'est l'adolescence pour arriver à avoir une relation sexuelle, parce qu'il y a une pression sociale pour perdre sa virginité. Et une fois que c'est arrivé, c'est la pression du chiffre. Il faut entendre la façon dont on parle des femmes dans les soirées :

« la voiture-balai », les « boueurs », les femmes alcoolisées sont assimilées à des déchets... **Ne craignez-vous pas de participer à l'idée que tous les hommes sont des violeurs en puissance ?**

Tous les hommes baignent dans cette culture du viol, mais tous ne passent pas à l'acte. Le problème est la passivité d'une partie de ces derniers. La culture du viol est une culture du secret. Par exemple, j'ai entendu des dizaines de fois cette phrase avant chaque fête « ce qui se passe à Vegas reste à Vegas ». On s'appelle « frères », et à plusieurs, on fuit les responsabilités et les contraintes. C'est aussi mentir et se couvrir les uns les autres. Dans le procès Pelicot, trois hommes sur dix ont refusé de participer aux viols sous soumission chimique, mais ils n'ont rien dit, ce qui est quand même aberrant.

Comment mieux lutter contre la soumission chimique et changer cette culture masculine toxique ?

Commençons par renforcer les mesures concrètes contre la soumission chimique. Concernant la sphère privée, une meilleure formation des médecins est indispensable. Dans le cas de la victime de Mazan, il y a eu une longue errance thérapeutique. La police y est formée, les tests sont focalisés sur la recherche du GHB, difficile à détecter, car il disparaît vite du corps. Il faudrait tester de nombreux autres produits et systématiser les analyses capillaires qui sont rarement demandées. Dans les lieux de fête, il y a un peu plus de prévention, et il existe tout un tas de gadgets pour tester la présence de substances dans un verre, mais cela fait encore porter le problème sur les femmes.

Là où il faut agir, c'est sur cette culture du viol. D'abord que les hommes sortent du déni et acceptent qu'elle existe. Qu'ils confrontent leur entourage, aient le courage de rompre des amitiés

quand certains propos et comportements sont inappropriés. L'éducation sexuelle est également nécessaire, aujourd'hui, elle se résume à la distribution de capotes et laisse le champ libre au porno. Il est possible de transformer ces fantasmes de domination, d'agir sur l'imaginaire collectif. Sans tomber dans la police des fantasmes, plutôt proposer des modèles alternatifs, travailler à une sexualité masculine plus apaisée, tournée vers la connaissance de l'autre plutôt que sur sa domination et la performance à tout prix. Les jeunes hommes se libéreraient ainsi de ces injonctions, et la sexualité serait plus épanouissante, pour les femmes et les hommes. ➤



FELIX LEMAÎTRE
LA NUIT DES HOMMES. UNE ENQUÊTE SUR LA SOUMISSION CHIMIQUE
JC Latrès,
240 pp., 20 €.

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale

par mois **34,90€**

S'ABONNER À LIBÉRATION EN CONTACTANT
LE 01 55 56 71 40 OU SUR ABO.LIBERATION.FR

IDÉES/

«Femme, Vie, Liberté», entre récupération et silence

Alors que le mouvement incarne en Iran la lutte pour la liberté et contre les inégalités, il est trop souvent utilisé en Occident comme un instrument de promotion des discours conservateurs, xénophobes et sexistes. Parlons des femmes iraniennes pour ce qu'elles font et ce qu'elles sont.

Par
NASIM AZADI
Collectif Lettres de Téhéran
RENE KASSIE
et **NEGIN KHAZAEI**
Collectif Queers and Feminists For Iran
Libération

Le 16 septembre 2022, le décès de Jina Mahsa Amini, une jeune Iranienne kurde, des mains de la police des mœurs pour un voile mal porté, a déclenché une vague de protestations sans précédent en Iran. Cet événement est devenu le symbole d'un puissant mouvement révolutionnaire. Le mouvement «Femme, Vie, Liberté» (FVL) aspire à une transformation profonde de la société iranienne : la fin du régime théocratique et l'instauration d'une démocratie laïque et sociale, respectueuse de l'égalité des droits pour les femmes, les minorités sexuelles et de genre, les minorités ethniques et confessionnelles.

Depuis maintenant deux ans, ce combat a dépassé les frontières de l'Iran pour devenir celui de la lutte pour les droits humains et la liberté. Mais il a aussi fait l'objet de récupérations politiques, d'interprétations ethnocentriques et d'instrumentalisations dans les pays occidentaux, y compris en France.

ÉMANCIPATION DE TOUS

Tandis que ce mouvement incarne en Iran la lutte pour la liberté et contre les inégalités par des militants issus de différents pans de la société, qu'il symbolise l'idéal de vivre ensemble et d'émancipation de tous, il est trop souvent devenu en Occident un instrument de promotion des discours conservateurs, xénophobes et sexistes.

Tout d'abord, dans une rhétorique antiféministe récurrente, il est utilisé comme prétexte pour minimiser, voire nier les violences patriarcales en Occident, les comparant à celles subies par les femmes iraniennes et en les considérant comme négligeables. Selon ce discours, la lutte des féministes en Occident serait illégitime, car «le véritable patriarcat» sévit en Iran. De plus, le combat des Iraniennes est régulièrement brandi par les droites extrêmes comme un alibi pour stigmatiser les citoyens musulmans, en insinuant qu'ils cherchent à islamiser la société et à instaurer un système théocratique semblable à celui de la république islamique en Iran. Cette stigmatisation vise plus particulièrement les femmes voilées. Avec la complicité de certaines féministes dites universalistes, une confusion délibérée est entretenue entre le rejet du voile obligatoire en Iran et le rejet du voile en général. La situation iranienne est invoquée dès que les femmes voilées sont visibles, en les diabolisant jusqu'à les considérer comme complices de la répression des femmes en Iran. Cette vision simpliste, qui essentialise les femmes voilées et qui leur dénie toute autonomie sur leur propre pratique,

ignore également la complexité de la contestation du voile obligatoire en Iran. Le régime iranien a érigé le voile en symbole sacré de son autorité et en pilier central de son discours idéologique. Dans ce contexte, les femmes iraniennes qui choisissent de braver la loi du voile obligatoire, souvent au risque de leur vie, affirment leur autonomie corporelle tout en remettant en question les fondements du régime islamique. Leur acte se définit dans une lutte plus large pour la liberté, l'égalité et la justice sociale, dans un contexte où les femmes sont reléguées au statut de citoyennes de seconde zone, et où un apartheid du genre est imposé.

RÉALITÉ DE LA RÉPRESSION

Toutes les déclarations qui vantent «le courage combat des femmes en Iran» pour y associer ensuite des «mais les féministes ici» ou «mais les femmes voilées chez nous» pour servir un agenda politique en Occident méprisent au fond la cause iranienne et contribuent à monter les femmes les unes contre les autres. Cette récupération politique occulte la réalité de la répression que les femmes iraniennes endurent, et rend leurs souffrances invisibles, tout en renforçant la propagande du régime iranien. De l'autre côté du prisme politique, la passivité et le manque de positions claires de certains courants de pensée de gauche laisse le champ libre à cette instrumentalisation cynique. Certaines féministes décoloniales, par crainte d'alimenter les discours islamophobes, préfèrent se taire sur leur sort. Paradoxalement, ce silence sert le discours antiféministe, selon lequel il existe une contradiction entre défendre le choix de porter le voile en Occident et soutenir la lutte contre le voile obligatoire en Iran.

Une partie de la gauche anti-impérialiste, dupée par la propagande de la République

islamique et sa posture d'anti-occidentale primaire, reste également muette face aux exactions du régime. Cette aile de la gauche minimise la répression du régime islamique en la reléguant au second plan par rapport à «la lutte contre l'ordre mondial» ou, pire, en les considérant comme «la propagande anti-iranienne de l'Occident».

Ses hésitations à soutenir le mouvement FVL peuvent également se dissimuler sous une forme de relativisme culturel extrême, reléguant une répression institutionnelle par un Etat islamiste et totalitaire à une simple question culturelle et locale.

MOUVEMENT PLURIEL

Nous, militant-e-s du mouvement «Femme, Vie, Liberté», avons la ferme conviction qu'en l'instrumentalisation cynique de certains à droite et le silence passif de certains à gauche, une autre voie est possible pour soutenir le combat féministe en Iran. Il s'agit de condamner fermement toute transposition hâtive ou comparaisons simplistes entre des situations sociales politiques et historiques fondamentalement différentes. Cette approche implique de prendre en considération les mécanismes socio-politiques et hiérarchiques qui conduisent à l'oppression systémique des femmes en Iran. Comprenons-nous bien, il ne s'agit pas de dire qu'il ne faut pas soutenir le mouvement «Femme, Vie, Liberté» en Occident. Nous avons besoin de vos voix. Parlons de ce mouvement pluriel, qui englobe un éventail de luttes pour la liberté qui transcendent les classes sociales et embrassent toutes les minorités sexuelles et de genre, ethniques et religieuses. Son essence et sa force résident dans cette diversité de personnes unies dans leur lutte pour une société démocratique, plus juste et laïque. Parlons des femmes iraniennes qui bravent les dangers en marchant dans les rues sans voile. Parlons des femmes qui sont éborgnées, emprisonnées, torturées, violées et condamnées à mort. Parlons de leur courage, de leur persévérance dans leur lutte pour la liberté et l'égalité. Parlons d'elles pour ce qu'elles font et pour ce qu'elles sont. Parlons de Jina Mahsa Amini, n'oublions pas ce nom. Portons ensemble comme une promesse à tenir ces trois mots : «Femme, Vie, Liberté». ◆

Premières signataires : Noushin Keshavarz-Nia Militante féministe en Iran exilée en France Ghazaleh Motamed Militante féministe du mouvement #MeToo cinéma en Iran exilée en France Forough Shiekheslami Avocate et défenseuse de droit humain en Iran exilée en France Aida Saadat Militante féministe iranienne en exil Rene Kassie et Negin Khazaei Coprésident-es de Queer and Feminists For Iran Liberation Collectif Nasim Azadi Collectif lettres de Téhéran Annie Ernaux Ecrivaine Lauren Bastide Journaliste Océan Scénariste et réalisateur Giulia Fois Journaliste Nicole Benezet Chercheuse Hélène Devyck Journaliste Eric Fassin Sociologue Ariane Labed Actrice et réalisatrice, Bani Khoshnoudi Cinéaste Valérie Massadian Cinéaste Claire Atherton Monteuze Stéphane Mercurio Réalisatrice Caroline Pascal Comédienne, autrice, réalisatrice Danièle Arbid Cinéaste et vidéaste Cécile Morel Comédienne, Mehran Tamadon Cinéaste Claudine Borjes Cinéaste Marine Chiu Monteuze Alban Ho Van Scénographe Céline Baril Réalisatrice... Liste complète des signataires sur Libération.fr



MÉCANIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

Tout doux, #MeToo !

En promotion pour son livre «*de Vertige MeToo*», Caroline Fourest est omniprésente sur les plateaux de radios et télévisions françaises sans être véritablement bousculée dans ses argumentations. Y aurait-il une explication systémique ? Une volonté médiatique de calmer le jeu ?

Caroline Fourest vénère #MeToo, cette «*bascule fabuleuse*». Qu'on se le dise, la libération de la parole des femmes n'a pas d'alliée plus déterminée qu'elle. A 12 ans déjà, répète la journaliste, réalisatrice, essayiste polémiste sur les plateaux de France Inter et de *C à vous* (France 5), elle avait soutenu une camarade victime d'inceste, et l'avait encouragée à signaler le crime. «*C'est le combat de ma vie*.» Mais il faut le reconnaître : emporté par son élan, voulant sûrement bien faire, #MeToo va trop loin. «*MeToo condamne d'avance, sur les réseaux sociaux ou sur Mediapart, avant tout procès, des innocents, qui plongent alors en enfer*» (une garde à vue), et, même après relaxe ou classement sans suite, subissent «*une mort sociale*» (par exemple sont évincés d'un jury de festival). Parmi les victimes qu'elle cite, des gens bien : une productrice de cinéma féministe, une pédiatre légiste féministe, et même un député insoumis, c'est dire si elle pense aussi contre elle-même. Bref, elle se fixe pour but de protéger #MeToo contre ses pulsions, pour l'empêcher de «*se ridiculiser*». Faudrait pas te lâcher trop la laisse, Mitou. Tout doux, Mitou ! D'un plateau à l'autre, Fourest cite les mêmes dossiers à gros impact médiatique, répétant avoir «*lu les arrêts de cours d'appel*» mais toujours euphémisant les récits par l'élimination des détails, ces satanés détails.

Caroline Rey-Salmon, pédiatre légiste – et féministe –, visée par une plainte pour viol. Caroline Fourest : «*Elle a examiné une jeune fille de 25 ans qui se plaignait d'un viol, elle a trouvé un hymen, elle a essayé de mimer.*» Manquent les détails du «*mimer*», ces satanés détails. Récit de la plaignante : «*Elle a posé ses doigts sur moi, a fait des mouvements de va-et-vient, m'a dit de fermer les yeux et d'imaginer que c'était le pénis de l'agresseur afin de me souvenir.*»

Alors directeur de la chaîne Equidia, Eric Brion a été accusé sur X de

harcèlement sexuel par Sandra Muller, dirigeante d'une lettre d'information sur l'audiovisuel. Caroline Fourest : Brion «*a fait une proposition déplacée à quelqu'un qui n'était ni sa collègue ni sa salariée*». Les détails : «*Tu es brune, tu as de gros seins, tu es mon type de femme*», a lancé Brion à Muller, au cours d'une soirée alcoolisée au Festival de Cannes, avant de fanfaronner devant le refus de Muller : «*Domage, je t'aurais fait jouir toute la nuit.*» Si Muller n'était, en effet, «*ni sa collègue ni sa salariée*», Brion était néanmoins pour elle un client et une source.

Ibrahim Maalouf, trompettiste évincé du jury du festival de Deauville. Caroline Fourest : «*Une jeune stagiaire et lui ont échangé un baiser. Lui-même a reconnu qu'il s'était mis dans une situation nauséabonde.*» La victime n'est pas seulement «*une jeune stagiaire*», c'est une stagiaire de 3^e, âgée de 14 ans lors des faits. Sont reprochés au trompettiste non pas un, mais deux baisers, le premier

consenti, pas le second, ainsi que des attouchements (ces deux dernières accusations sont réfutées par Maalouf).

Dans le monde idéal de femmes puissantes que fréquente Caroline Fourest, sans doute un policé «*je vous écoute*» serait plus sain que le sommaire «*je vous crois*». Mais #MeToo est le renversement d'une domination millénaire. Dans tout processus révolutionnaire, la posture du juste milieu, de la nuance, est mécaniquement contre-révolutionnaire. Quoi qu'elle dise, on pense peut-être, Caroline Fourest est un agent actif du *backlash*.

Reste la question éternelle de son omniprésence sur les plateaux des radios et télévisions françaises, et du silence religieux dans lequel elle est toujours écoutée – et crue ! – sans jamais être ramenée, ni par Nicolas Demorand et Léa Salamé ni même par Patrick Cohen dont c'est pourtant la spécialité, à ses dérapages (elle a dû être exfiltrée du magazine *Marianne* pour cause de pressions

sur la rédaction) ou ses erreurs (sur LCI, elle a récemment accusé sans fondement Michel Soudais, journaliste à *Politis*, d'être un «*compagnon de route des frères musulmans*»). Au-delà de ses réseaux personnels et de son incontestable talent de conviction, il doit bien exister une explication systémique.

Jusque-là, Caroline Fourest, qui dissertait sur les tentacules plus ou moins fantasmées de l'islamisme, ne s'était jamais risquée sur le terrain de #MeToo. Pour le système profond médiatique, sans doute inviter Fourest était-il un moyen de soutenir une islamophobie d'atmosphère, d'autant plus irrécusable qu'estampillée féministe. En transposant, il est permis de se demander si le même système médiatique qui, au début, a porté un #MeToo tout nouveau tout beau, ne crève pas aussi d'envie de siffler la fin de la récré. ◆

Caroline Fourest est l'auteur de *Vertige MeToo*. Grasset, 2024.

SIÈGE COUD





Kill Me de Marina Otero. Tous les projets de la chorégraphe tournent autour d'une introspection à visée universelle. PHOTO SOFIA ALAZRAKI

Par
GILLES RENAULT

Espacés dans le temps, ce ne sont pas quelques dates sporadiques, au théâtre des Abbesses (novembre 2022), au festival Paris l'été (juillet 2023) ou encore au Printemps des comédiens de Montpellier, délocalisé pour l'occasion à Villeneuve-lès-Avignon (juin 2024), qui ont suffi pour colporter la rumeur flatteuse. Aussi, est-ce à une authentique découverte, à la fois brutale, vulnérable et franchement stimulante, que doit s'attendre, au seuil de l'automne, le public parisien du Théâtre du Rond-Point, à travers les trois derniers spectacles conçus par la chorégraphe et danseuse Marina Otero : *Fuck Me, Love Me* et *Kill Me* (lire ci-contre). Soit, au croisement de l'injonction et de la supplication, l'ébranlant breilan d'une insolence punk qui prendrait cependant un malin plaisir à nous vriller le crâne avec l'obsédante plainte («*Porque yo te amo*») du crooner latino Sandro, ex-star des *sixties* aujourd'hui disparue. Traduction sonore, si on veut, d'une «part de contradiction», où la fémi-

MARINA OTERO

«Je ne souscris aucun pacte de vérité avec le public»

Depuis Madrid où elle est expatriée, la chorégraphe, danseuse et performeuse argentine, revient sur son histoire personnelle et psychique qu'elle place au centre d'une créativité ardente à l'insolence punk.

nité farouche d'une sucube saurait aussi, en fonction du contexte, commuter avec une attitude d'amoureuse soumise, concédant hors plateau la démiurge, sommée de clarifier sa position.

Les vertus et les limites

Ainsi envisagera-t-on Marina Otero, cactus et fleur bleue, avec qui s'établit la connexion en visio depuis Madrid, où elle a élu domicile après avoir passé l'essentiel de sa vie et fourbi son attirail artistique en Argentine. Précisément à Buenos Aires où, née en 1984, elle grandit dans un «cadre populaire et machiste», l'esté par «une incapacité à échanger, qui génère un trop-plein de frustrations, débouchant lui-même sur des bouffées de violence physique et verbale». Simple employé, le père se lève chaque nuit pour partir livrer du pain dans les supermarchés. Tandis que la mère régente «un foyer qui n'accorde pas la moindre place à la culture», tranche la fille du couple aujourd'hui divorcé. Sinon que la maman trouve une échappatoire dans la danse amateur. «N'ayant personne pour me garder, elle m'emmenait

CULTURE/

avec elle, toute une après-midi, parfois la journée entière. Et je regardai, subjuguée, jusqu'à me souvenir en avoir oublié un jour d'aller aux toilettes et m'être fait pipi dessus», relate la progéniture. Qui, extirpée du giron familial, vivote au gré de petits jobs, tout en infiltrant la scène indé locale, dont elle ne tarde pas à cerner les vertus et les limites: «Tout le monde se connaît et, souvent, s'entraide. Ce qui facilite l'éclosion de projets, avec des bouts de ficelle, mais fait aussi qu'on se heurte vite à de terribles contraintes économiques, dans un pays perpétuellement en crise qui se débat contre la récession et l'inflation.»

Pourtant, dans l'esprit de Marina Otero, qui cite entre autres phares, Rainer Werner Fassbinder, Edouard Louis, ou ses compatriotes du Grupo Krapp, l'issue artistique demeure une voie non négociable, car impérieux exutoire par le biais duquel imagine pouvoir communiquer celle qui place aussi en exergue une citation qu'elle attribue à Jean-Luc Godard: «Pour s'adresser aux autres, il faut d'abord avoir le courage de parler de soi-même.»

«Mon travail, pose l'artiste, se fonde sur une question concrète, à la fois très simple et infiniment complexe: pour quel suis-je venue au monde? Or, si je ne tente pas de transcender une expérience qui en soi n'a rien d'extraordinaire, qui s'en chargera? Cependant, le matériau autobiographique demeure à mon sens plus une base qu'une finalité. Je ne souscris aucun pacte de vérité avec le public: si la réalité irrigue bien mes pièces, celles-ci, en retour, s'emploient aussi à la transformer. Et, de la sorte, à tenter de rendre la douleur et l'injustice plus supportables.» Ainsi, l'élaboration de *Fuck Me*, a-t-elle été à la fois contrariée et, paradoxalement, boostée, par une hernie discale, occasionnant une opération de la colonne vertébrale qui, hospitalisation et rééducation comprises, a chamboulé la vie de la danseuse et performeuse deux années durant. De même que le récent *Kill Me* aborde un diagnostic psychiatrique

concluant à un trouble de la personnalité chez Marina Otero. «La santé mentale reste un sujet si massif et tabou qu'il aurait pu me bloquer. À l'inverse, je choisis de le mettre en avant. Tout comme prédomine dans mes spectacles cette nudité qui, de mon point de vue, procure un sentiment de liberté et permet littéralement de tout exposer,

afin de voir ce qu'il y a au-delà des corps, sans rien sexualiser pour autant.»

«J'assume»

À la sortie de la pandémie de Covid, Marina Otero, qui a déjà pas mal circulé en Amérique du Sud (Colombie, Chili, Pérou, Uruguay...), a donc posé son baluchon en Espagne, où ont continué à

s'entrelacer pistes artistiques et péripéties personnelles, notamment sur le versant sentimental, toujours chaotique. Un déménagement qui, favorisant son implantation dans le circuit européen, lui offre enfin un «début de stabilité sur le plan financier», sans tout régler pour autant, loin de là. «Mes proches sont aujourd'hui à l'autre bout du

monde. C'est une décision radicale de laisser derrière soi plus de trente années de repères et je me demande même si cela n'a pas eu une incidence sur la détérioration de mon état psychique. Mais, comme pour le reste, j'assume.» Dorénavant météore aiguisée de la scène contemporaine madrilène, on imagine Marina Otero tissant des liens

avec des sœurs d'â(r)mes qui, comme elle, ne s'en laissent pas conter, telles Angelica Liddell – qu'elle cite dans *Fuck Me* –, Marta Izquierdo Muñoz, ou Maria Velasco. Il n'en est rien, ou si peu. «Mon installation est peut-être encore trop récente, suggère-t-elle, mais j'ai déjà du mal à savoir moi-même où ma recherche va me conduire...»

«Fuck Me», «Love Me» et «Kill Me», triptyque explicite

Le Rond-Point programme trois spectacles de la chorégraphe et performeuse argentine qui livre une introspection radicale entre résilience et jubilation.

Tant qu'à se prendre la vague Marina Otero de plein fouet, le théâtre du Rond-Point, spectaculairement rafraîchi depuis que le tandem Laurence de Magalhães-Stéphane Ricordel a succédé à sa tête à Jean-Michel Ribes, voici pile un an, ne fait pas les choses à moitié qui, histoire de lancer sa saison 2024-2025 en fanfare, programme en enfilade trois spectacles de la chorégraphe et performeuse: *Fuck Me*, *Love Me* et *Kill Me*. Autant dire un triptyque, comme la parfaite symétrie des titres le laisse supposer, même si, pour ce qu'on en a compris, le premier (*Fuck Me*) marquait aussi la conclusion d'une précédente trilogie, entamée avec *Andrea* et *Se rappeler 30 ans pour vivre 65 minutes*.

Genouillères. Seule certitude: à la fois gestes de survie, signaux d'urgence et proclamations inaltérables d'une foi en la créativité artistique, tous les projets de Marina Otero – qui, assure-t-elle, ne cessent de germer que le jour de sa mort – tournent autour d'une introspection à visée universelle, où chacun glanera à sa guise les éléments dissimulés d'une dramaturgie entremêlant gravité et (auto)dérision, comme douleur (mâtinée de plaisir masochiste) et résilience. Singulier introit, aussi fragile qu'effronté, jubilatoire et capteux, *Fuck*



Marina Otero dans *Love Me*. PHOTO N. LEZANO

Me situe l'artiste en écopée, réduite, suite à un gros pépin de santé, au rôle de narratrice matant une bande de garçons, résumés à un prénom commun, Pablo, et tout juste vêtus (sic) de genouillères, avec lesquels elle adopte une posture tantôt dominatrice, tantôt soumise. Tandis qu'en toile de fond, des images d'archives familiales exhument aussi bien le rêve ingénu des premiers pas de ballerine, entourée de cousines, que le souvenir autrement équivoque d'un grand-père, jadis officier de renseignement, du temps de la dictature en Argentine.

Des fragments de vie, que la chorégraphie continue de malaxer, cependant que de manière statique, dans

Love Me. Un «seul en scène» qui en attendant les dernières minutes d'une danse synopée, la présente mutique, assise dans la pénombre, avec, projetées sur un écran au-dessus d'elle, les phrases d'une longue confession-note d'intention («Je ne sais plus si j'invente une vie réelle qui me sert pour la fiction, ou si la fiction transforme ma vie réelle») énoncées par une «métèque» expatriée «à 10189 kilomètres de la maison d'enfance».

Puissance rageuse. Passerelle assez radicale, *Love Me* même en réalité à *Kill Me*, alimente cette fois par une rupture amoureuse, un diagnostic psy et le spectre du suicide. Un dénouement provisoire,

on l'aura compris, dans lequel Marina Otero renoue avec la puissance rageuse de *Fuck Me*, à travers un geste narcissique qui ne sera pas sans rappeler la démarche nombriliste, exhibitionniste et imaginative d'une Sophie Calle, en déplaçant ici la réflexion plasticienne sur un terrain plus explicitement scénique, où un judicieux dosage de danse, vidéo, chant et théâtre forme les composants d'une immersion dont on ressort passablement secoué. Autant que conquis.

G.R.

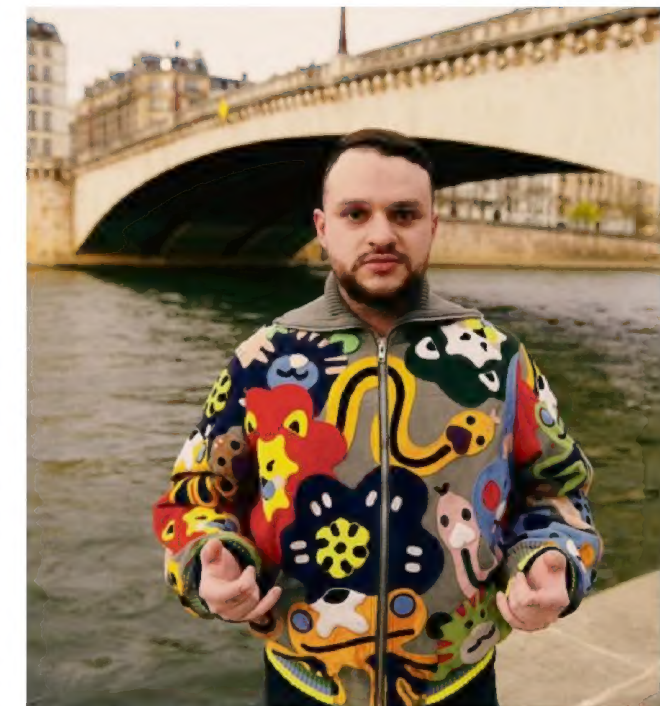
FUCK ME, LOVE ME ET KILL ME de MARINA OTERO au théâtre du Rond-Point (75008), du 18 au 29 septembre.

CULTURE/

A l'occasion d'un concert parisien, rencontre avec le rappeur montréalais parmi les plus stimulants de la scène rap québécoise qui évoque son héritage familial et musical.

La nuit est tombée, on frôle les quatre heures de conversation et le débit de Rowjay ne faiblit pas, catalysé par un tour petit joint qui s'éteint sans arrêt entre deux blocs de logorrhée sur le rap contemporain, la gestion du Covid, le multiculturalisme, l'industrie musicale et autres considérations sur la vie de jeune entrepreneur. C'est dans un café branché rue Saint-Viateur, à Montréal, que le rappeur montréalais nous a rencontrés, en plein quartier du Mile End où voisinent hipsters et juifs orthodoxes. Artiste parmi les plus stimulants de la scène rap québécoise actuelle avec à son actif, en dix ans de carrière, une dizaine d'albums, mixtapes et EPs tous plus surprenants les uns que les autres, Rowjay ne vient pas de ce quartier-là mais de Saint-Léonard, où il vit toujours. «Un quartier d'immigration, explique-t-il, c'est là que finit par atterrir chaque nouvelle vague. Mon père est italien, il est arrivé ici en bateau à 4 ou 5 ans. Après il y a eu beaucoup de Portugais, de Polonais, d'Asiatiques, puis une vague haïtienne, des Algériens, des Marocains...» Cet environnement très mixte le catapulte dans le rap dès la petite enfance – «mes amis haïtiens n'écoutaient que ça» – et contribue à lui ouvrir l'esprit bien large: après sa scolarité «dans une école primaire où il y avait trois blancs par classe», il se retrouve au secondaire dans une école privée «avec six immigrés par cohorte. Ça m'a forgé à être capable de parler à n'importe qui; je suis un caméléon.»

Coucou narquois. Un beat trap sur lequel s'étiennent des accords synthétiques comme des ondes de plétoles laser, une voix un peu nasale, carrément décontractée, qui égrène avec une précision élastique: «Ma new bitch est sur Onlyfans/Et chez elle tout est basé en Japan, l'aimé les bad bitch boss, confiantes/Super fly et clatroyantes...» Onlyfans est un des morceaux emblématiques du rappeur, paru en 2020 sur son extraordinaire mixtape confinée *Carnaval de finesse 2*. Un pot-pouri où se trouve aussi son plus grand succès à ce jour, *Astral Drill*, et qui étale avec une sympathique effronterie tout le talent d'un érudit musi-



Rowjay a une dizaine d'albums, mixtapes et EPs, tous surprenants, à son actif. PHOTO R. NIKIEMA

Rowjay, feat si affinités

cal (à constater dans son entretien fleuve avec Mehdi Maizi pour le *Code*) doué non seulement pour dénicher des producteurs pleins d'audace mais aussi pour traiter des sujets originaux – en l'occurrence, son adoration d'une fille aux mœurs légères qui pratique la pornographie en ligne et fait de l'oselle sur le dos des «petites bites avec leurs fétiches». Son coucou narquois à «tous ces paysans sur Internet qui rendent [sa] bitch riche» – un régal. Rowjay n'a que 17 ans quand il met en ligne sa première mixtape en 2013, *Stunni*, beau ramassis de «rap ignorant» où il s'agit de jouer une forme de bêtise assez

jouissive (la pochette, comme photoshopée par un gosse de 10 ans, est à l'avenant). D'autres l'ont fait avant lui, et le plus éminent, Roi Heenok, est remercié dès l'intro. Personnage hautement fantasque, le Roi a bénéficié d'un culte bien plus grand en France, où Kourtrajmé le célébrait en 2008 dans le docu les *Mathématiques du Roi Heenok*, que dans son pays d'origine. «C'est définitivement la personne qui a fait le plus de chemin avant moi. Les gens l'ont beaucoup pris au second degré mais sa musique était avant-gardiste. Il a vécu aux States, côtoyé des légendes comme Mobb Deep, Nas, il a fait venir Raekwon à Montréal

pour enregistrer un feat avec lui... C'est sûr qu'il est excentrique, qu'il ajoute de l'humour là-dedans, mais il est vraiment très fort.» À l'instar de Rowjay, dont les pitièreries sur les réseaux sociaux ne doivent pas faire oublier qu'il est un rappeur à prendre au sérieux. Il se désolait que le culte du Roi Heenok, bien qu'il ait marqué nombre d'artistes, du collectif 667 à Orelsan en passant par les cercles les plus branchés de la French Touch, ne se soit pas converti en succès massif – question d'époque et d'outils selon l'autoproclamé «jeune finisseur» (filou) qui se réjouit de ce que le streaming soit venu fissurer une industrie québé-

coise hermétique au risque. «Même s'il y a des choses à revoir au niveau de la rémunération des artistes, je ne pourrais jamais être anti-Spotify: sans eux, je ne vivrais pas de ma musique. Avant, ce sont les labels qui décidaient ce qu'ils vendaient, le game était complètement monopolisé. [...] Quand je suis venu pour la première fois en France en 2016, tout le monde me parlait de Roi Heenok. S'il avait fait son chemin avec les infrastructures qu'on a aujourd'hui, il serait un artiste platine en France.»

«Respect». La connexion française de Rowjay s'établit dès 2014 grâce au producteur Myth Syzer qui repère le jeune rappeur canadien sur SoundCloud. Après avoir sympathisé avec son collectif Bon Gamin qui regroupe également les rappeurs Ichon et Loveni, Rowjay tisse un lien fort avec Jewles dont l'audace musicale résonne avec la sienne et qui fait découvrir à notre Québécois biberonné au rap US quelques fleurons nationaux qui lui font «perdre la tête» – 13 Block notamment, que Rowjay cite souvent comme source d'inspiration, relevant au passage: «Il y a beaucoup d'ego dans le rap français: les gens copient, s'inspirent mais ne donnent pas de crédit. Le flow DMV, par exemple, je ne l'ai pas inventé; j'ai pas agité comme si la chose était à toi si tu ne l'as pas inventée.»

De même, il souligne constamment l'importance de «payer son respect à la culture»: «Je dois être reconnaissant du fait qu'en tant que blanc, je gagne de l'argent en faisant de la musique noire. Je fais travailler des noirs sur ma musique. C'est comme le blues: faire du blues aux USA sans collaborer avec aucun noir, ce serait un peu bizarre.» Dans le paysage underground qui est le sien, le rappeur apprécie les «connexions authentiques»; il n'a jamais payé pour un feat (pratique courante dans le rap) et fonctionne à l'affinité. Pour lui qui a collaboré avec Mister V, Hamza, Alpha Wann ou La Fève mais a encore «beaucoup de portes à ouvrir» en France pour imposer cet accent et ce franglais inhabituels aux oreilles du grand public, son concert cette semaine à la Cigale est un grand jalon qui «va bien mettre des points à la fin des phrases» et où on découvrirait enfin sur scène son impressionnant album sorti cette année, *La Vie rapide*.

MARIE KLOCK

Envoyée spéciale à Montréal

En concert à la Cigale (Paris), jeudi; à Grenoble, le 3 octobre, à Nantes le 9 octobre, à Rennes le 10 octobre.

«Haute Enfance», gamin sur le cœur

Avec simplicité et justesse, l'auteur de BD Nèjib, né en Tunisie, évoque l'insouciance de la jeunesse et le passage à l'âge adulte. Un récit intemporel au trait minimaliste.

Qu'y a-t-il de plus influençable qu'un petit frère désireux de plaire à son grand frère? Slim a la coupe au bol, il vit dans la banlieue de Tunis, est très fort au foot et aime poser des miettes de pain sur le sommet de son crâne pour que des petits oiseaux viennent picorer sur sa tête. Surtout, il est fan de Farid, son aîné. Il voudrait faire tout comme lui. Il se cache derrière les rochers du terrain vague pour l'espionner quand il discute avec Smurfeddine, son ami tueur d'étrouneau et le dur du quartier. Le jeune garçon le menace aussi de dénoncer aux parents ses lectures du magazine érotique *Penthouse* s'il ne lui permet pas de les accompagner dans leurs aventures (tactique habituelle du cadet). En le collant ainsi, il peut l'observer, et le comprendre. Nèjib, né en Tunisie, auteur du philosophique *Stupor Mundi* et éditeur chez Casterman, a 10 ans à l'époque du récit qu'il met en scène dans son nouvel album *Haute Enfance*. Nous sommes en 1986, au début de l'été, il fait chaud, les parents parlent le soir de Tcherno-
nobl et les enfants s'en-

nulent vite et se chamaillent. Mais on pourrait être ailleurs, dans un autre pays, une autre ville, à une autre époque, tant le sujet que l'auteur traite (le passage de l'insouciance à l'âge adulte après une aventure) est intemporel. De son trait simple, où les décors se font minimalistes pour aller à l'essentiel, Nèjib saisit une atmosphère, des émotions. D'un geste, il dit une attitude, une odeur, un rapport de force, comme ce gamin reniflant ses doigts après les avoir mis dans son slip.

Farid et ses amis ont une très mauvaise idée. Ils veulent se venger de leur maître d'école, qui a trop souvent recouru à leur goût à des châtements corporels. Commence alors une traversée de la ville, ponctuée d'épreuves, pour se rendre dans la maison de l'instituteur. Les petits héros antiques marchent vers leur destin. Nèjib n'est pas dupe: les épopées ne finissent pas toujours bien et l'habitus joue plus sur notre destinée que les dieux.

QUENTIN GIRARD

HAUTE ENFANCE
de NÈJIB, éd. Gallimard
bande dessinée,
192 pp., 26 €.



«La Résidence où l'on meurt en silence», l'âge de vivre

Le très beau et jamais plombant manga de Nazuna Saitō décrit le quotidien d'une barre HLM. A travers le portrait de ses résidents vieillissants se dessine une communauté qui tente de poursuivre son chemin avec grâce.

À l'époque où il était encore nécessaire d'expliquer ce qu'était le manga, une anecdote revenait en boucle à propos de la bande dessinée japonaise: elle serait capable de s'emparer de tous les sujets et de parler de tout. Pensez à quelque chose, n'importe quoi, il y a fort à parier qu'un manga a déjà été écrit dessus.

Mamies sans pitié. En vérité, la BD japonaise est comme n'importe quel champ culturel: diverse, certes, mais balayée par des vents dominants. Et il est bien rare que ce qui sort de ces espaces majoritaires (action, fantastique, romance, horreur) parvienne à se frayer un chemin jusqu'à nous. *La Résidence où l'on meurt en silence* est de ces titres rares

et précieux. Derrière ce titre terriblement plombant (le livre, lui, ne l'est jamais), un ouvrage qui s'installe sur le parvis d'une barre HLM aussi fatiguée que ses habitants. La première image est celle de démolisseurs qui vidant l'appartement d'une locataire récemment disparue. Pendant que les ouvriers s'activent en râlant sur le capharnaüm qui les attend à l'étage, une petite foule de commères se forme. Elles s'interrogent, commentent et dressent sans vraiment s'en rendre compte le portrait de la morte en partageant les bribes d'anecdotes qu'elles sont chacune parvenues à suturer à l'ex-voisine. Ça persifle, ça rigole. Avant que la vie ne reprenne ses droits. Il faut déjà aller faire les courses. De chapitres en chapitres, c'est toute une armada de vies qui se révèlent ainsi



La Résidence où l'on meurt en silence de Nazuna Saitō.
LE LEZARD NOIR

en commérages de palier. Le discret petit monsieur qui nourrit les chats du quartier se retrouve surnommé «Italien» et représenté comme tel.

Une nouvelle arrivante a le malheur d'être un peu trop précieuse et coquette au goût des autres et se voit littéralement rhabillée en poule. Mais la petite bande de mamies sans pitié ne fait pas ça par méchanceté. Derrière le persiflage, il y a la tentative de percer le chemin de vie de chacun, d'imaginer comment ces gens étaient avant de devenir comme elles: des citoyens de seconde zone, des non-actifs qui ne contribuent plus à la bonne marche de la société et se retrouvent priés de s'installer dans une de ces résidences en forme de purgatoire.

Précision. L'autrice Nazuna Saitō n'est pas exactement une petite jeune qui monte. En activité depuis le milieu des années 80, alors qu'elle avait déjà la quarantaine, on ne l'a découverte en France qu'à plus de 60 ans passés avec la publication de *Au Tomber du soleil* (l'Atelier Akatomb), ouvrage ju-meu de ce très beau livre. Loin d'être une virtuose du dessin, Saitō brille en cultivant la double nature de la Résidence. Tandis que la précision de son cadre, des détails dans le dessin ou le langage fait pencher la bande dessinée vers le documentaire, l'ouvrage manie avec la même aisance le registre de l'imaginaire, parfois jusqu'à l'absurde (génial chapitre sur un papi accro à Facebook). Un double statut qui permet à ces petites nouvelles de toucher une forme de grâce lorsqu'il s'agit d'évoquer des situations terribles. Un très beau livre.

MARIUS CHAPUIS

LA RÉSIDENCE OÙ L'ON MEURT EN SILENCE de NAZUNA SAITŌ
traduit du japonais par Laurent Lemerrier, éd. Le Léopard noir, 224 pp., 876 pp., 16 €.



Nepo mais pas trop

Benjamin Duhamel Souvent ramené à son arbre généalogique très médiatique, le journaliste fondu de politique hérite d'une émission quotidienne sur BFMTV.



Il est là, face à nous, grands yeux bleu céleste, joues mangées par une barbe de trois jours, l'enfant organique du journalisme politique, le nepo baby des plateaux de chaîne info, le cas d'école bourgeois. Dans la famille Duhamel, je demande le Benjamin, fils de Patrice (ex-dirigeant multi-médias since l'ORTF) et de Nathalie Saint-Cricq (éditorialiste bougonne de France 2), neveu d'Alain (invariable chroniqueur à veste moutarde), aussi cousin d'Amélie Oudéa-Castéra (parent d'élève remanée et ministre nageuse en eaux usées). Le trentenaire est l'une des curiosités de la rentrée télé avec son arrivée aux manettes d'une quotidienne sur BFMTV. *Tout le monde veut savoir.*

Ce que tout le monde veut savoir : ça fait quoi d'être la dernière tête d'affiche de la reproduction des élites ? « *Ce serait indécent de me plaindre* », rétorque Benjamin Duhamel. Discours cash et malin, un brin rodé aussi : « *Les fils de femme de ménage ou d'agriculteurs ne partent évidemment pas avec les mêmes chances dans la vie. Ça m'agace juste quand ça m'essentialise. J'espère quand même que si je suis arrivé là, ce n'est pas simplement à cause de mon nom.* » Il a donné rendez-vous bar de la Croix Rouge, dans le VI^e arrondissement de Paris, une adresse de

ses années d'étudiant – il a d'ailleurs cet enthousiasme un peu premier de la classe qu'ont les sciencepiestes forcés.

Si on a voulu faire son portrait, c'est parce qu'on estime que Benjamin Duhamel vaut mieux que sa caricature. Le dédicat date de l'hiver dernier : une interview de Caue, visé par des plaintes pour viols et agressions sexuelles – que l'animateur radio conteste. On se préparait à une opération de com pour personnalité médiatique dans la tourmente, on a eu droit à

un entretien pugnace, au point que l'exter de NRJ a dénoncé à la sortie une « *interview à charge* ». Plus récemment, c'est sur son plateau qu'on a pu observer

les derniers soubresauts de la campagne des législatives. Le député RN Roger Chudeau y a éhontément défendu une attribution des postes de ministres aux seuls « franco-français », ou Mathilde Panot a trébuché sur ses connaissances de la vie de Léon Blum.

Solide culture politique, questions limpides : son but comme intervieweur est d'abord de mettre ses invités face à leurs incohérences. A priori banal, et pourtant, de moins en moins en vogue dans le journalisme politique télé. Lui n'hésite pas à couper dans le gras des éléments de langage, à repasser des

archives vidéo gênantes, à utiliser les arguments des uns pour contredire les autres. Bousseur, pour préparer ses questions, il textote avec les rubricards des quotidiens qu'il lit tous les matins. Il cite comme influences David Pujadas, Léa Salamé ou Patrick Cohen. « *Comme eux, j'espère qu'on ne sait pas pour qui je vote quand on regarde mes interviews.* »

Il essaye d'entretenir les mêmes rapports avec tous les partis, enchaînant les déjeuners « *pour ne pas finir desséché en studio* ». Parmi ses invités favoris en plateau, il cite spontanément Jean-Luc Mélenchon. Maso ? Duhamel junior est une cible symbolique idéale pour les insoumis, punching-ball de vidéos TikTok où il se fait « *détruire* », « *atomiser* ». « *C'est le jeu* », concède le bizut. Côté macronie, au-delà de la cousine (qu'il n'a pas hésité à critiquer pour sa gestion de l'affaire Stanislas), on l'a vu tutoyer furtivement Eric Dupond-Moretti. Un « *lapsus* », tout en réfutant l'idée que le tutoiement, qu'il pratique avec les politiques qu'il connaît bien, « *soit un signe de complaisance* ». Difficile de se déprendre de la suspicion d'affiliation centriste héritée de ses aïeux : « *Je ne suis pas Alain Duhamel, qui a des convictions et qui ne s'en cache pas* », répond-il. Après, j'apprécie ma position d'intervieweur, qui me donne le luxe de prendre des positions contradictoires. » On lui sent enfin une appétence professionnelle un peu malsaine pour le Rassemblement national. Déjà à

15 mars 1994 Naissance.

2012-2017 Études à Sciences-Po.

2017 Débuts à RTL.

2019 Arrivée à BFMTV.

Septembre 2024

Présente *Tout le monde veut savoir* (BFM TV).

un banal penchant maison pour le « *commentaire politico-parisien* », avec ce profil certes « *brillant* » mais de créature « *aux réflexes de journaliste politique à la papa* », quasiment élevée en studio. Ce serait passer un peu vite sur ses années de reporter, à LCI dans les manifs de gilets jaunes ou à suivre l'extrême droite pour BFM. Lui-même concède cependant que cette passion pour la politique est un brin désuète, même si la discipline revient à la mode depuis cet été électoralement chargé. Il a toujours été un peu « *jeune vieux* » : enfant, déjà, il est guidé par une très forte envie d'appartenir au monde des adultes. Bizarrement, le journalisme ne s'est pas imposé à lui si rapidement. À Sciences-Po, il s'inscrit en affaires publiques, l'ENA dans le visuel. « *Avec ma famille dans les médias, je voulais voir l'autre côté* ». Il sera vacciné par un stage en cabinet ministériel, à l'époque de la hollandie finissante. Dans le même temps, il se fait drager par RTL après un autre stage, dégouté par tonton Alain – tiens, tiens. Alors animateur sur la radio, Marc-Olivier Fogiel se souvient de son « *œil qui frise* » mais aussi de « *son ambition* » : « *Il l'assume, ce qu'il apparaît pour certains comme un défaut* ». Pas pour Fogiel : devenu son patron à BFM (avant de passer la main en octobre), il s'est chargé de cadrer ses ardeurs, l'incitant notamment à faire ses gammes sur la chaîne info, plutôt que de répondre aux sirènes de la concurrence.

En deux semaines de reprise, Benjamin Duhamel a déjà perdu les quatre kilos pris cet été, conséquence du stress de la quotidienne. Son temps libre, il le consacre à la lecture, de son écrivain préféré Albert Cohen ou du dernier Laurent Gaudé, quand il ne va pas se « *vider la tête* » à la boxe ou au tennis.

Il semble avant tout consumé par l'actualité, d'autant que sa compagne depuis cinq ans, Agathe Lambret, est journaliste elle aussi, à France Info, après être passée sur BFM où ils se sont rencontrés. Une addition dans l'arbre généalogique de la famille, dont les racines médiatiques remontent à l'arrière-grand-père, Jean Meunier, maire de Tours et fondateur du journal *la Nouvelle République*. Mais dans sa fratrie de cinq, qui compte un baryton ou un scénariste, Benjamin est le seul à avoir aussi ardemment cherché à assurer la continuité du commentaire politique télé. L'héritage, ça peut aussi être un défi à relever : « *C'est sûr que quand tu vas sur l'INA et que tu vois ta mère en direct le soir de l'élection de Chirac en 1995, ton père qui interviewe Georges Marchais en duplex de Moscou, et Alain qui pose des questions à Mitterrand sur la peine de mort, tu te dis qu'il va falloir être à la hauteur* ». On parle qu'il sera encore, d'une façon ou d'une autre, dans le paysage médiatico-politique dans cinquante ans. Ça aussi, ça relève de la fatalité. ➤

Par **ADRIEN FRANQUE**
Photo **FREDÉRIC STUCIN**